

UNICEF
Bilan Innocenti 12

Enfants dans les pays développés



Les enfants de la récession

Impact de la crise économique sur le bien-être des enfants dans les pays riches

Le *Bilan Innocenti 12* a été rédigé par Gonzalo Fanjul et révisé par Rick Boychuk.

Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF tient à remercier le gouvernement italien pour le soutien généreux qu'il a apporté à l'élaboration de ce *Bilan Innocenti 12*.

Tout extrait de ce *Bilan Innocenti* peut être librement reproduit en utilisant la référence suivante :

Centre de recherche de l'UNICEF, 2014, « Les enfants de la récession : impact de la crise économique sur le bien-être des enfants dans les pays riches », *Bilan Innocenti 12*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence.

La série des *Bilans* vise à suivre et à comparer les résultats des pays économiquement avancés pour garantir les droits et le bien-être de leurs enfants.

En 1988, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a ouvert un centre de recherche pour soutenir son engagement en faveur des enfants du monde entier et déterminer et approfondir les domaines d'activité de l'UNICEF présents et à venir. Les objectifs prioritaires du Centre de recherche sont d'améliorer la compréhension internationale des questions liées aux droits des enfants afin de faciliter la pleine application de la Convention relative à ces droits dans le monde entier. Le Centre a pour objectif de mettre en place un cadre intégré pour la gestion de la recherche et des connaissances au sein de l'organisation, afin de soutenir ses programmes et politiques à l'échelle mondiale. En renforçant les partenariats de recherche avec des institutions universitaires de premier plan et le développement de réseaux tant au Nord qu'au Sud, le Centre s'efforce de dégager des ressources supplémentaires et de faire pression pour une politique de réforme favorable aux enfants.

En présentant un vaste éventail d'opinions, les publications du Centre contribuent au débat international sur les questions liées aux droits des enfants. Pour cette raison, il se peut que certaines des publications ne reflètent pas les politiques ou points de vue de l'UNICEF sur certains sujets. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et/ou réviseurs et sont publiées afin d'encourager le dialogue sur les questions liées aux droits des enfants.

Photo en couverture © Shutterstock

©Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), octobre 2014

ISBN : 978 88 6522 028 3

ISSN : 1605-7317

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF
Piazza SS. Annunziata, 12
50122 Florence, Italie

Tél. : +39 055 2033 0

Fax : +39 055 2033 220

florence@unicef.org

www.unicef-irc.org

Les enfants de la récession

Impact de la crise économique
sur le bien-être des enfants
dans les pays riches

LES ENFANTS DE LA RÉCESSION

RÉSUMÉ

Les données et observations de ce *Bilan Innocenti* révèlent des relations étroites et multiples entre l'impact de la Grande Récession sur les économies nationales et le déclin du bien-être des enfants depuis 2008. Les enfants souffrent plus et subissent des conséquences plus durables dans les pays où la récession a été la plus marquée.

Dans chaque pays, l'ampleur et la nature des effets de la crise sur les enfants ont été façonnées par la gravité de la récession, elle-même déterminées par les conditions économiques antérieures, la solidité des dispositifs de protection sociale et surtout les mesures prises par les gouvernements. Étonnamment, malgré cette crise sociale sans précédent, de nombreux pays ont réussi à limiter, voire à réduire, la pauvreté des enfants. Il existait donc des moyens d'éviter que les enfants deviennent les victimes les plus durables de la récession.

Impact de la récession sur les enfants

Le présent rapport propose des points de vue divers et détaillés sur la manière dont la récession a touché les enfants dans les pays développés. Des données officielles ont permis d'évaluer l'impact sur les enfants dans les pays de l'Union européenne (UE) et/ou de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) :

» Dans 23 des 41 pays étudiés et dans bon nombre de pays très peuplés, la pauvreté des enfants (enfants vivant dans des ménages

dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté) a augmenté depuis 2008. Dans 18 pays, la pauvreté infantile a diminué, parfois nettement.

- » Le nombre d'enfants ayant sombré dans la pauvreté pendant la récession dépasse de 2,6 millions le nombre d'enfants qui en sont sortis depuis 2008 (6,6 millions, contre 4 millions). Quelque 76,5 millions d'enfants vivent dans la pauvreté dans les 41 pays les plus prospères.
- » Les jeunes ont été très fortement touchés par la récession, et le pourcentage de jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation (NEET) a considérablement augmenté dans de nombreux pays. Dans l'UE, 7,5 millions de jeunes (quasiment l'équivalent de la population suisse) ne travaillaient pas et ne suivaient ni études ni formation en 2013, soit près d'un million de plus qu'en 2008. Les États-Unis et l'Australie ont connu les plus fortes hausses du taux de NEET parmi les pays de l'OCDE ne faisant pas partie de l'UE.
- » Au-delà des niveaux de revenu et d'emploi, la récession a affecté un certain nombre d'autres aspects importants de la vie. Entre 2007 et 2013, le sentiment d'insécurité et le stress ont augmenté dans 18 des 41 pays, selon des indicateurs d'auto-perception mesurables (comprenant l'accès à la nourriture et le bien-être). La récession n'a pas encore fini

d'influencer l'expérience et les perceptions individuelles, et de nombreux indicateurs se sont encore dégradés au cours des dernières années.

Une onde de choc universelle

Les pays les plus touchés par la récession ont connu une détérioration constante de la situation des familles, principalement du fait des pertes d'emplois, du sous-emploi et des coupes opérées dans les services publics. Le revenu médian des ménages avec enfants a diminué dans près de la moitié des pays pour lesquels des données sont disponibles. Le nombre de familles indiquant que leur situation est « très difficile » a augmenté dans la plupart des pays. La présence d'un ou plusieurs enfants dans un ménage fait passer le risque de « pauvreté des travailleurs » (personnes ayant un travail, mais vivant sous le seuil de pauvreté) de 7 à 11 %. Depuis 2008, le pourcentage de ménages avec enfants n'ayant pas les moyens d'acheter de la viande, du poulet ou du poisson tous les deux jours a plus que doublé en Estonie, en Grèce et en Italie. L'incapacité à faire face aux dépenses imprévues a augmenté de près de 60 % en moyenne au sein des ménages avec enfants dans les 12 pays les plus touchés.

Ces changements ont des lourdes conséquences pour les jeunes. Les enfants sont anxieux et stressés lorsque leurs parents subissent une période de chômage ou une perte de revenus et ils connaissent des difficultés familiales à la fois subtiles

et douloureusement évidentes. Le logement, qui représente une part importante du budget de chaque famille, est un important indicateur de pauvreté. Les expulsions, les défauts de remboursement de prêts immobiliers et les saisies ont explosé dans de nombreux pays touchés par la récession. À ces contraintes domestiques s'ajoute l'affaiblissement des dispositifs de protection dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la nutrition. Quelque 1,6 million d'enfants supplémentaires vivaient dans un dénuement matériel sévère en 2012 (11,1 millions) par rapport à 2008 (9,5 millions) dans 30 pays européens. Plus longtemps ces enfants resteront piégés dans l'engrenage de la pauvreté, plus ils auront des difficultés à en sortir.

Les enfants pauvres souffrent plus

Les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables ont été particulièrement affectés. Les inégalités se sont accrues dans certains pays où la pauvreté globale des enfants a diminué, ce qui laisse entendre que les réformes fiscales et les transferts sociaux censés aider les enfants les plus pauvres ont été relativement inefficaces.

L'« écart de pauvreté » (qui mesure la distance entre le seuil de pauvreté et le revenu médian de la population pauvre) a augmenté dans les pays où la pauvreté a le plus augmenté, ce qui signifie que le dénuement est plus fréquent et plus marqué dans ces pays. Il convient de souligner

que les inégalités ont également augmenté dans certaines régions où la pauvreté globale des enfants a diminué. En outre, les enfants en situation de vulnérabilité particulière (notamment ceux vivant dans des ménages sans emploi, des ménages migrants, des familles monoparentales ou des familles nombreuses) sont surreprésentés dans les catégories statistiques de pauvreté les plus sévères.

Dans 28 des 31 pays européens (l'UE plus l'Islande, la Norvège et la Suisse), le taux de pauvreté a augmenté plus rapidement (ou diminué plus lentement) pour les jeunes que pour les personnes âgées. Le niveau de pauvreté des personnes âgées a diminué dans 24 de ces 31 pays, tandis que le niveau de pauvreté des enfants a augmenté dans 20 pays, ce qui laisse supposer que les mesures de protection ont été plus efficaces pour les personnes âgées que pour les jeunes.

Une génération mise de côté

Le chômage des adolescents et des jeunes adultes est un effet significatif à long terme de la récession. Le chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans a augmenté dans 34 des 41 pays étudiés. Le chômage et le sous-emploi des jeunes ont atteint des niveaux préoccupants dans de nombreux pays.

Même lorsque le chômage ou l'inactivité diminue, les jeunes ne trouvent pas forcément des emplois stables et correctement rémunérés. Le nombre de jeunes de 15 à 24 ans travaillant à mi-temps ou

ne travaillant pas a triplé en moyenne dans les pays les plus exposés à la récession. Le travail contractuel est devenu plus fréquent, contribuant à la précarité générale du marché du travail.

Une riposte inégale

De nombreux gouvernements ont mis en place des mesures de relance économique dès le début de la récession, poussant les dépenses publiques à la hausse. La persistance de la récession a entraîné une diminution des recettes nationales et une augmentation des déficits. La pression des marchés financiers a forcé de nombreux gouvernements à réduire leurs budgets. Le changement de cap de la zone euro a été particulièrement brusque, entraînant une diminution des dépenses sociales en faveur des enfants et des familles.

L'ampleur et la nature des mesures de protection sociale ont été très variées. Lorsque des coupes budgétaires sont devenues inévitables dans certains pays, en particulier dans le bassin méditerranéen, le passage d'une phase de relance à une phase de consolidation a renforcé les inégalités et contribué à détériorer les conditions de vie des enfants. Au cours de la seconde phase de la récession, les efforts de réduction de la pauvreté des enfants ont perdu en efficacité dans un tiers des pays de l'UE. La pauvreté extrême des enfants aux États-Unis a plus augmenté pendant la Grande Récession qu'au cours de la

récession de 1982, ce qui tend à montrer que, pour les plus pauvres, les dispositifs de protection sont moins efficaces aujourd'hui qu'il y a 30 ans.

Aucun gouvernement n'était préparé à une récession d'une telle ampleur et d'une telle gravité et n'a réagi de la même manière. De nombreux pays présentant un niveau élevé de vulnérabilité des enfants auraient été avisés de renforcer leurs dispositifs de protection pendant la période de croissance économique dynamique qui a précédé la récession et qui a été marquée par une augmentation des disparités et de la concentration des richesses. Les gouvernements qui ont soutenu les institutions et programmes publics existants ont contribué à protéger de nombreux enfants de la crise. D'autres pays pourraient d'ailleurs envisager de leur emboîter le pas.

Les conséquences du grand bond en arrière

Tous les pays ont été confrontés à des choix difficiles, des budgets limités et une détérioration des conditions économiques. Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des défis rencontrés. La demande de mesures d'austérité était forte, tout comme les requêtes d'autres secteurs vulnérables, d'où la nécessité d'établir des compromis.

Mais si les politiques de protection existantes avaient été plus solides et si elles avaient été renforcées pendant la récession, combien d'enfants supplémentaires auraient pu être aidés ?

Une évaluation de l'impact de la crise sur le revenu médian des ménages avec enfants indique qu'entre 2008 et 2012, les familles grecques ont perdu l'équivalent de 14 années de progrès ; l'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg ont perdu une décennie entière et quatre autres nations ont perdu presque autant. La Grande Récession a exposé 619 000 enfants supplémentaires à des épreuves et à des risques durables en Italie, 444 000 en France et 2 millions au Mexique.

Les enfants et leurs familles ne sont pas au bout de leurs peines et il faudra sans doute des années pour que nombre d'entre eux retrouvent leur niveau de bien-être antérieur à la crise. L'absence de riposte audacieuse pourrait engendrer des risques à long terme. On observe par exemple une rupture de la tendance à la hausse des taux de fécondité. Ces risques sont particulièrement problématiques en Europe, où les inégalités augmentent entre les États membres et en leur sein, menaçant les objectifs ambitieux de la stratégie Europe 2020.

Les enfants de la reprise

Quel avenir attend les enfants laissés de côté par la riposte mondiale à la Grande Récession ? Si cette négligence persiste, ils continueront à ressentir les effets de la crise bien après la reprise économique. C'est le bien-être de nos sociétés à long terme qui est en jeu.

L'analyse incluse dans le présent rapport incite les gouvernements à intégrer les recommandations et principes suivants afin de renforcer les stratégies de protection des enfants :

- » **S'engager explicitement à éradiquer la pauvreté des enfants dans les pays développés.** Les pays doivent placer le bien-être des enfants au cœur de leurs ripostes à la récession, conciliant ainsi leurs obligations éthiques et leurs intérêts nationaux.
- » **Secourir, prévenir et faire naître l'espoir.** Il faut promouvoir les occasions de briser l'engrenage de la vulnérabilité des enfants. L'élaboration de normes sociales minimales garanties irait dans le bon sens.
- » **Produire des données plus précises afin d'étayer les débats publics.** Il convient d'améliorer la disponibilité, l'opportunité et la pertinence des informations relatives au bien-être des enfants.

SECTION 1

INTRODUCTION

« Il importe de préparer pleinement l'enfant à avoir une vie individuelle dans la société, et de l'élever dans l'esprit des idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies, et en particulier dans un esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté, d'égalité et de solidarité. »

– Convention relative aux droits de l'enfant, 1989

Vingt-cinq ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, nombre de ses engagements restent lettre morte et les pays développés les plus aptes à les concrétiser perdent du terrain. Conséquence d'une crise financière qui est née aux États-Unis avant de se propager rapidement à travers le monde, la Grande Récession a fait peser le poids de la crise économique sur les enfants. L'écart entre les familles riches et les familles pauvres s'est creusé dans un nombre considérable de pays industrialisés. De nouveau, le lieu de naissance peut déterminer les droits et possibilités de nombreux enfants.

Comme le montrent les données de ce nouveau numéro de la série des *Bilans Innocenti*, de plus en plus d'enfants et de familles ont eu des difficultés à répondre à leurs besoins matériels et éducatifs les plus essentiels ces cinq dernières années. Des taux de chômage inégalés depuis la Grande Dépression des années 1930 ont empêché de nombreuses familles de garantir les soins, la protection et les possibilités auxquelles les enfants ont droit. Plus inquiétant encore, la Grande Récession est sur le point de plonger une génération de jeunes instruits et compétents dans les limbes

d'attentes non satisfaites et dans une vulnérabilité durable.

Naturellement, la situation varie d'un pays à l'autre. Un nombre restreint mais significatif de pays ont riposté à la crise par des plans ambitieux et opportuns qui ont protégé les enfants contre les conséquences les plus dramatiques de la récession. Beaucoup d'autres ont mis en œuvre des réformes partielles afin de préserver des éléments fondamentaux tels que les services de santé, le logement ou l'alimentation. Dans certains cas, les conditions imposées par les

marchés financiers et les prestataires d'assistance financière ont entravé les efforts louables des gouvernements.

Le présent rapport n'a pas pour vocation de recommander des ripostes spécifiques au ralentissement économique, ni de commenter les politiques d'austérité mises en place dans certains pays. Il vise plutôt à souligner que la riposte mondiale à la Grande Récession n'a pas prêté attention aux conditions de vie actuelles et futures des enfants. Si cette négligence persiste, les enfants continueront à ressentir les effets de la crise bien après la reprise

économique. C'est la santé sociale de nos sociétés à long terme qui est en danger. Si les générations connaissent des moments déterminants, nous en vivons certainement un.

Le présent rapport est organisé de la manière suivante : la section 2 comprend les tableaux de classement, outil phare de la série des *Bilans Innocenti*. Ces tableaux indiquent l'évolution du niveau de pauvreté des enfants depuis le début de la crise, l'impact de la récession sur les jeunes et ce que les sondages Gallup successifs révèlent de l'évolution des perceptions

individuelles des conditions de vie au cours des cinq dernières années. La section 3 décrit l'impact de la Grande Récession sur les familles. Elle analyse l'ampleur du choc pour les enfants et compare leur situation avec celle d'autres groupes sociaux. Elle étudie également les effets de la récession sur les jeunes qui cherchent à entrer ou à rester sur le marché du travail malgré la récession. La section 4 s'intéresse aux causes de la crise. Elle examine la période qui a précédé et décrit les ripostes de différents gouvernements. La section 5 présente des conclusions et des recommandations.

SECTION 2

LES TABLEAUX DE CLASSEMENT

Les pays doivent placer le bien-être des enfants au cœur de leurs ripostes à la récession. Il s'agit là d'un devoir moral qui va dans l'intérêt de la société tout entière.

Les enquêtes et sondages réalisés dans les pays de l'Union européenne (UE) et/ou de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) aident à comprendre l'impact de la récession sur les enfants et les familles. Ces données ont permis d'établir trois classements importants : l'évolution de la pauvreté des enfants par pays depuis 2008, l'évolution du pourcentage de jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation (NEET) et la manière dont les individus perçoivent leurs conditions de vie.

Chacun des tableaux de classement décrit un aspect différent d'une

question complexe : comment les enfants s'en sont-ils sortis pendant la Grande Récession ? Le premier s'intéresse à la pauvreté monétaire. Il mesure la disponibilité des ressources pour acheter des biens et services visant à garantir le bien-être matériel. Le deuxième classement examine la situation scolaire et professionnelle des jeunes adultes, qui ont sans doute été les plus fortement touchés pendant cette période. Enfin, le troisième tableau de classement est relativement innovant. Il s'appuie sur des données issues du sondage mondial Gallup pour savoir comment les individus décrivent

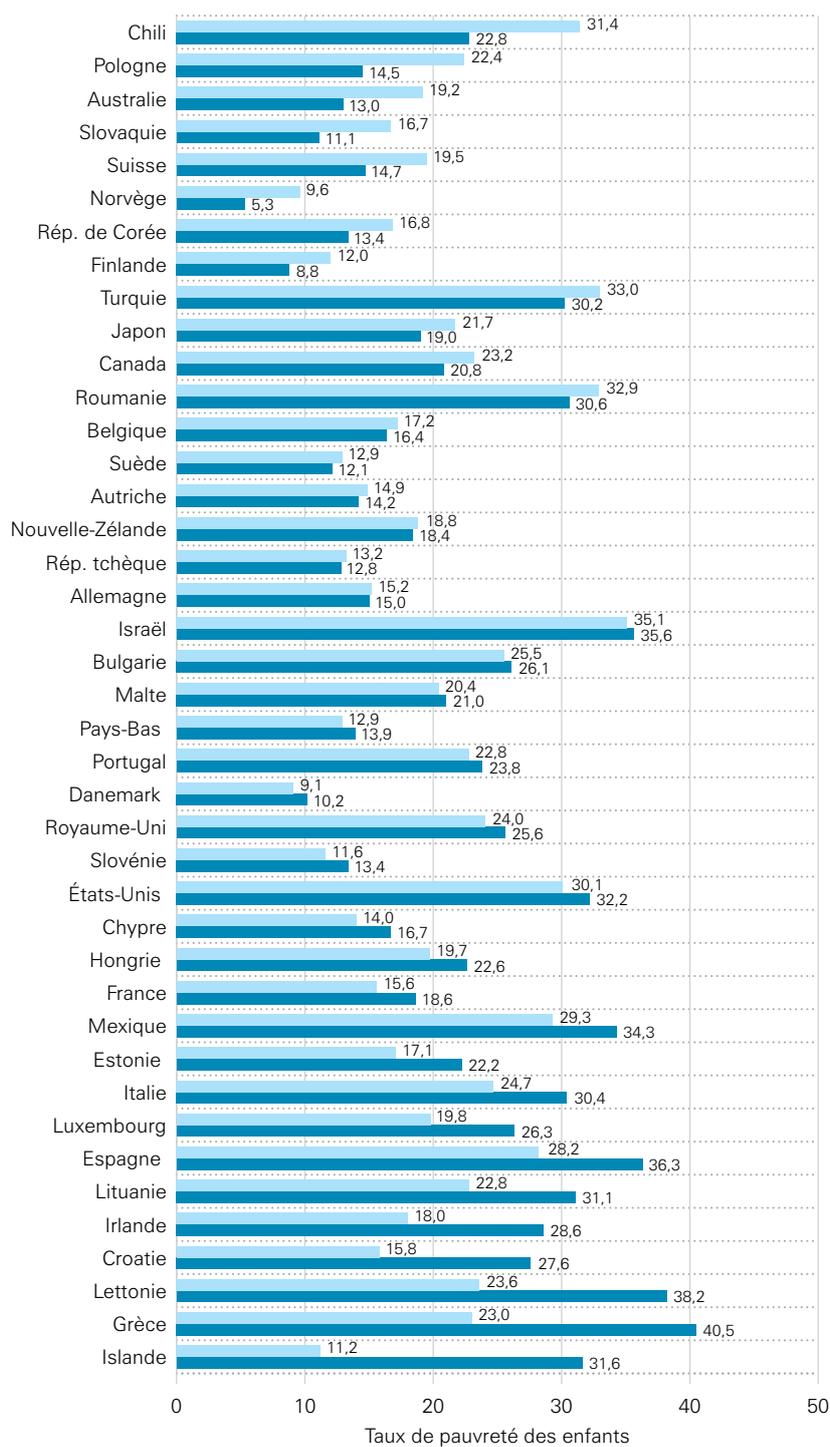
leur expérience en cette période économique tumultueuse.

Les tableaux comparent la situation en 2007/2008 à la dernière période pour laquelle des données sont disponibles. Le bleu clair identifie les pays du tiers supérieur du classement, le bleu moyen les pays du milieu du classement et le bleu foncé ceux du tiers inférieur.

Si certains indicateurs macro-économiques montrent des signes d'amélioration dans les pays les plus prospères, la croissance économique est lente et le chômage reste anormalement

Tableau de classement 1 Évolution de la pauvreté des enfants (par rapport à 2008)

Rang	Pays	Évolution (2008–2012)
1	Chili	- 8,67
2	Pologne	- 7,90
3	Australie	- 6,27
4	Slovaquie	- 5,60
5	Suisse	- 4,80
6	Norvège	- 4,30
7	République de Corée	- 3,40
8	Finlande	- 3,20
9	Turquie	- 2,76
10	Japon	- 2,70
11	Canada	- 2,44
12	Roumanie	- 2,30
13	Belgique	- 0,80
13	Suède	- 0,80
15	Autriche	- 0,70
16	Nouvelle-Zélande	- 0,40
17	République tchèque	- 0,40
18	Allemagne	- 0,20
19	Israël	0,55
20	Bulgarie	0,60
20	Malte	0,60
22	Pays-Bas	1,00
22	Portugal	1,00
24	Danemark	1,10
25	Royaume-Uni	1,60
26	Slovénie	1,80
27	États-Unis	2,06
28	Chypre	2,70
29	Hongrie	2,90
30	France	3,00
31	Mexique	5,00
32	Estonie	5,10
33	Italie	5,70
34	Luxembourg	6,50
35	Espagne	8,10
36	Lituanie	8,30
37	Irlande	10,60
38	Croatie	11,80
39	Lettonie	14,60
40	Grèce	17,50
41	Islande	20,40



Voir notes et sources de données p. 44.

élevé. Les enfants, en particulier, continueront à ressentir les effets de la récession longtemps après qu'elle aura officiellement pris fin.

Un indicateur de pauvreté des enfants fréquemment utilisé est la proportion de ceux qui vivent en dessous d'un seuil de pauvreté établi. Le *tableau de classement 1* montre l'évolution de la pauvreté des enfants dans 41 pays de l'UE et/ou de l'OCDE entre 2008 et 2012. La pauvreté des enfants en 2008 est calculée sur la base d'un seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu médian. On obtient le taux pour 2012 en utilisant le même seuil de pauvreté, ajusté à l'inflation.

L'évolution mentionnée dans le tableau correspond à la différence entre ces deux taux. Un nombre

positif indique une augmentation de la pauvreté des enfants. La section 3 fournit des explications supplémentaires sur ces tendances.

Principales conclusions :

- » Les effets de la récession se font sentir dans plus de la moitié des 41 pays (et dans la plupart des pays à forte densité de population) répertoriés dans le *tableau de classement 1*. La pauvreté des enfants a augmenté dans 23 pays depuis 2008. On observe cependant d'importantes variations entre les pays (de 0,55 point de pourcentage en Israël à 20,40 en Islande).
- » Les pays du sud de l'Europe (l'Espagne, la Grèce et l'Italie), ainsi que la Croatie, les pays

baltiques et trois autres États fortement touchés par la récession (l'Irlande, l'Islande et le Luxembourg) ont connu la plus forte augmentation de la pauvreté des enfants. Dans les cinq pays figurant en bas du classement, la pauvreté des enfants a augmenté de 10 à 20 points, ce qui représente une hausse de plus de 50 %.

- » Dans un groupe remarquable de 18 pays, les familles et les gouvernements ont trouvé des moyens de gérer les conséquences les plus dramatiques de la récession et ont vu leur taux de pauvreté des enfants diminuer. C'est le cas du Chili, de la Finlande, de la Norvège, de la Pologne et de la République slovaque, qui ont réduit leur niveau de pauvreté de près de 30 %.
- » Le nombre d'enfants nés dans la pauvreté en raison de la récession dépasse de 2,6 millions le nombre d'enfants qui en sont sortis depuis 2008 (6,6 millions, contre 4 millions). Environ 76,5 millions d'enfants vivent dans la pauvreté dans les 41 pays les plus prospères.
- » Dans un nombre de cas étonnamment élevé, les comparaisons de moyennes masquent la gravité de la situation. Dans plus de la moitié des pays, plus d'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. L'Espagne, la Grèce et la Lettonie présentent un taux de pauvreté des enfants supérieur à 36 %. Ce taux atteint 32 % aux États-Unis et 30 % en Italie.

Interprétation des données – Tableau de classement 1

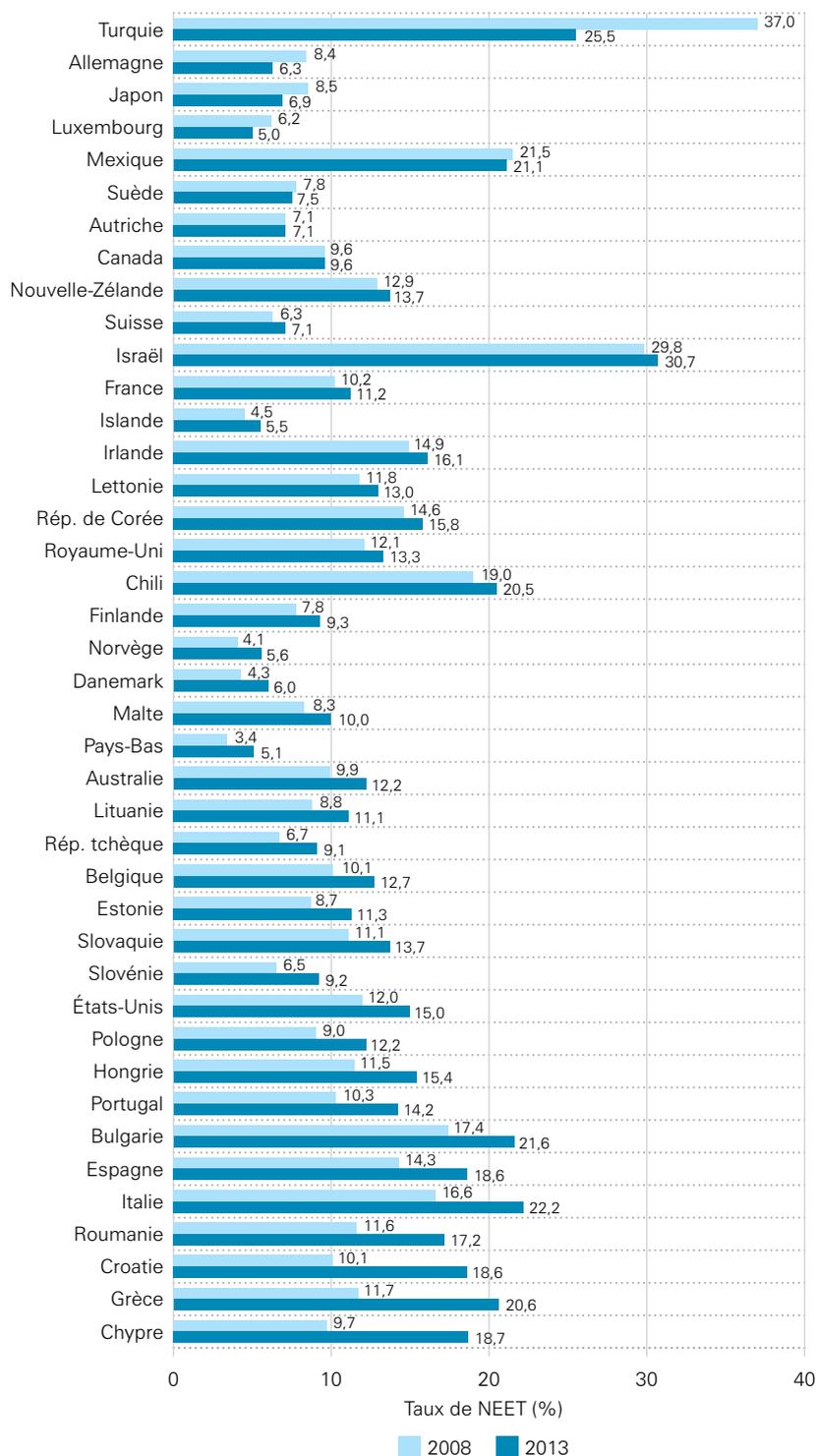
Dans les pays prospères, on mesure généralement la pauvreté en utilisant un seuil de pauvreté relative correspondant à 50 ou 60 % du revenu annuel médian. Dans le cadre de cette approche, l'évolution de la pauvreté au fil du temps traduit l'évolution des revenus et de leur répartition. Le présent rapport s'appuie cependant sur un point de repère fixe, le seuil de pauvreté relative de 2008, pour évaluer l'évolution absolue de la pauvreté des enfants au fil du temps. Cette mesure est particulièrement utile pour apprécier les effets de la récession, dans une situation où les revenus de toute la population évoluent et où les individus comparent leurs ressources à celles de leurs voisins ou à leur propre situation avant la crise.

Le recours à un seuil de pauvreté relative mis à jour chaque année dissimule l'impact du déclin global du revenu médian sur la pauvreté. Au Royaume-Uni, par exemple, la pauvreté relative des enfants est passée de 24 % en 2008 à 18,6 % en 2012. Ce phénomène est lié à une diminution importante du revenu médian et à l'abaissement du seuil de pauvreté relative qui en a découlé.

Si l'on utilise l'indicateur ancré dans le temps, on constate que la pauvreté relative des enfants a augmenté, passant de 24,0 à 25,6 % depuis le début de la récession.

Tableau de classement 2 Pourcentage de jeunes de 15 à 24 ans ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation (NEET)

Rang	Pays	Évolution (2008-2013)
1	Turquie	- 11,5
2	Allemagne	- 2,1
3	Japon	- 1,5
4	Luxembourg	- 1,2
5	Mexique	- 0,4
6	Suède	- 0,3
7	Autriche	0,0
7	Canada	0,0
9	Nouvelle-Zélande	0,8
10	Suisse	0,8
11	Israël	0,9
12	France	1,0
12	Islande	1,0
14	Irlande	1,2
14	Lettonie	1,2
14	République de Corée	1,2
14	Royaume-Uni	1,2
18	Chili	1,5
18	Finlande	1,5
18	Norvège	1,5
21	Danemark	1,7
21	Malte	1,7
21	Pays-Bas	1,7
24	Australie	2,3
25	Lituanie	2,3
26	République tchèque	2,4
27	Belgique	2,6
27	Estonie	2,6
27	Slovaquie	2,6
30	Slovénie	2,7
31	États-Unis	3,0
32	Pologne	3,2
33	Hongrie	3,9
33	Portugal	3,9
35	Bulgarie	4,2
36	Espagne	4,3
37	Italie	5,6
37	Roumanie	5,6
39	Croatie	8,5
40	Grèce	8,9
41	Chypre	9,0



Voir notes et sources de données p. 44.

Le taux de NEET correspond au pourcentage de jeunes de 15 à 24 ans ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation. Le *Tableau de classement 2* illustre l'évolution du taux de NEET dans 41 pays entre 2008 et 2013.

Principales conclusions :

- » Les jeunes ont été très fortement touchés par la récession et le taux de NEET a considérablement augmenté dans la plupart des pays de l'UE. Chypre, la Croatie, la Grèce, l'Italie et la Roumanie ont connu les plus fortes hausses absolues, avec une évolution relative de 30 % ou plus.
- » À l'échelle de l'UE, 7,5 millions de jeunes (quasiment l'équivalent de la population suisse) ne travaillaient pas et ne suivaient ni études ni formation en 2013, soit près d'un million de plus qu'en 2008. Pour ne prendre que l'exemple de l'Italie, plus d'un million de jeunes de 15 à 24 ans ne travaillaient pas et ne suivaient ni études ni formation en 2013.
- » Parmi les pays de l'OCDE ne faisant pas partie de l'Union européenne, les États-Unis ont connu la plus forte hausse du taux de NEET, suivis par l'Australie.
- » Si l'on considère l'ensemble des pays, la plus forte baisse du taux de NEET a eu lieu en Turquie. Ce pays conserve malgré tout le taux le plus élevé du classement, puisqu'un jeune sur quatre ne travaillait pas et ne suivait ni études ni formation en 2013. De façon similaire, au Mexique, même si le taux de NEET est resté stable, un jeune sur cinq ne travaillait pas et ne suivait ni études ni formations.
- » D'une manière générale, les jeunes ont plus souffert dans les pays où la production économique a le plus diminué. Les deux exceptions notables sont le Luxembourg (où le taux de NEET a chuté pendant une période spécifique de tourmente économique) et la Pologne (où le taux de NEET a augmenté malgré une croissance économique soutenue).
- » Dans des pays tels que la Croatie ou la Grèce, la détérioration de la situation des jeunes est allée de pair avec une augmentation de la pauvreté des enfants, mais il ne semble pas y avoir de rapport étroit entre ces deux événements. L'Islande a atténué l'élévation de son taux de NEET malgré une aggravation considérable de la pauvreté des enfants, tandis que la Roumanie a vu son taux de NEET augmenter en dépit d'une diminution de la pauvreté des enfants.

Interprétation des données – Tableau de classement 2

Un taux de NEET élevé indique une rupture entre l'école et le monde du travail ou entre l'école et l'enseignement supérieur, ce qui implique des coûts individuels et sociaux à long terme. L'augmentation du taux de NEET révèle l'impact de la récession sur une génération de jeunes gens : la vie active qui allait de soi pour leurs parents leur échappe.

Tableau de classement 3 Manière dont les personnes considèrent que leur vie a évolué

Que déclarent les personnes interrogées à propos de leurs conditions de vie ?

Classement des pays en fonction de l'évolution observée entre 2007 et 2013, sondage mondial Gallup. Les chiffres des colonnes 1 à 4 indiquent la position relative de chaque pays par rapport aux autres, tandis que la colonne 5 mentionne le nombre d'indicateurs qui se sont dégradés dans chaque pays entre 2007 et 2013.

Classement des pays en fonction de l'évolution observée entre 2007 et 2013					Sens de l'évolution	Impact récent
Pays	1 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous manqué d'argent pour acheter la nourriture dont vous et votre famille avez besoin ?	2 Avez-vous été stressé aujourd'hui ?	3 Êtes-vous satisfait de votre vie actuelle ?	4 Les enfants de ce pays ont-ils la possibilité d'apprendre et de se développer ?	5 Nombre d'indicateurs s'étant dégradés entre 2007 et 2013	6 ! = Plus de deux indicateurs se sont dégradés entre 2011 et 2013
Allemagne	4	9	3	6	0	
Suisse	3	12	8	11	1	
Israël	4	29	6	2	1	!
Slovaquie	26	13	3	4	2	
Chili	1	32	1	14	1	
Islande	18	16	3	11	2	
Australie	13	6	15	15	1	
Autriche	4	16	8	21	2	
Japon	8	7	27	8	1	
Bulgarie	1	n.d.	11	29	1	
Lettonie	28	15	7	5	2	
Suède	4	11	10	34	2	
Danemark	8	9	28	15	1	
Mexique	23	8	2	28	2	
Lituanie	29	4	28	1	2	
République de Corée	32	2	12	17	1	!
Norvège	16	21	15	11	2	
République tchèque	8	25	12	19	1	
France	26	5	15	19	1	
Malte	20	25	15	8	2	
Pologne	18	20	28	3	3	
Royaume-Uni	8	25	15	21	2	!
Belgique	13	18	24	17	3	
Italie	13	21	36	8	3	
Luxembourg	16	25	15	26	3	!
Nouvelle-Zélande	23	1	31	31	3	
Canada	8	32	15	34	2	
Hongrie	41	18	24	6	3	
Estonie	35	13	15	36	3	!
Croatie	29	n.d.	15	33	2	
Pays-Bas	29	30	24	21	4	!
Roumanie	32	3	33	37	3	
Slovénie	20	34	12	39	3	
Finlande	20	34	31	21	4	
États-Unis	37	21	33	21	4	!
Portugal	35	21	35	31	4	!
Espagne	23	30	40	38	4	!
Irlande	32	36	38	30	4	!
Turquie	40	38	37	27	4	!
Chypre	38	37	38	40	4	!
Grèce	39	39	41	41	4	!

Voir notes et sources de données p. 44.

Une autre façon d'étudier l'impact de la Grande Récession consiste tout simplement à recueillir l'expérience et les perceptions des individus. C'est ce que fait chaque année le sondage mondial Gallup en interrogeant un échantillon représentatif de 1 000 personnes dans chaque pays. Les quatre questions du *Tableau de classement 3* proviennent de ces sondages.

Principales conclusions :

- » Au-delà des niveaux de revenu et d'emploi, la récession a affecté d'autres aspects de la vie des individus. Dans 18 des 41 pays, au moins trois indicateurs révèlent un renforcement du sentiment d'insécurité et du stress entre 2007 et 2013. Les pays les plus fortement touchés sont regroupés en bas du tableau.
- » Dans 29 des 41 pays, l'enquête montre une hausse du pourcentage de personnes qui indiquent manquer d'argent pour acheter de la nourriture pour eux-mêmes et leur famille. L'indicateur de stress a également augmenté dans 29 pays. La satisfaction globale dans la vie a diminué dans près de la moitié des pays. Enfin, dans 21 des 41 pays, les personnes interrogées sont moins nombreuses à déclarer que les enfants ont la possibilité d'apprendre et de se développer.
- » La récession n'a certainement pas fini d'influencer l'expérience et les perceptions individuelles. Dans 13 pays (notamment Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, Israël, les Pays-Bas et la Turquie), le pourcentage de réponses négatives à trois ou quatre questions a encore augmenté entre 2011 et 2013.
- » Certaines tendances indiquent qu'une mutation profonde de la société est en cours. En Grèce, le pourcentage de personnes déclarant avoir subi un stress le jour même a fortement progressé, passant de 49 % en 2006 à 74 % en 2013. Aux États-Unis, le pourcentage de personnes ayant manqué d'argent pour acheter de la nourriture a doublé, passant de 10 à 20 %. Le pourcentage de personnes estimant que les enfants ont la possibilité d'apprendre et de se développer a baissé de 10 à 20 points de pourcentage dans cinq pays : Chypre, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et la Slovaquie.

Interprétation des données – Tableau de classement 3

Les pays sont classés en fonction du score moyen obtenu pour l'ensemble des quatre indicateurs, qui mesurent l'évolution des réponses entre 2007 et 2013. Un chiffre élevé indique une évolution importante. La cinquième colonne indique le nombre de réponses négatives sur la totalité de la période. Soulignons que ces données n'ont pas été recueillies de la même manière que celles mentionnées dans les statistiques officielles et que les points de mesure individuels doivent être interprétés avec précautionⁱ.

Du fait de la disponibilité des données, les chiffres du tableau concernent l'ensemble de la population, et pas uniquement les familles avec enfants. En ce qui concerne la question relative au manque d'argent pour acheter de la nourriture, on a cependant pu dissocier les personnes vivant dans des familles avec enfants pour une série de 31 pays. Dans les 10 pays où les réponses ont le plus évolué, l'augmentation était encore plus forte au sein des familles avec enfants (dans tous les pays sauf un).

ⁱ Pour une description plus détaillée du sondage mondial Gallup et un exercice de validation consistant à comparer les indicateurs du sondage mondial Gallup avec des indicateurs similaires provenant d'autres sources de données établies, voir : Holmqvist, G. et Natali, L., Exploring the Late Impact of the Financial Crisis using Gallup World Poll Data: A note, *document de travail Innocenti n° 2014-14*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014.

Synthèse

Les données des trois tableaux de classement décrivent avec précision la manière dont les familles et les enfants ont fait face à la Grande Récession. Bien que chaque tableau s'intéresse à des aspects légèrement différents du bien-être, des pays tels que la Croatie, l'Espagne ou la Grèce figurent systématiquement dans le tiers inférieur du classement, ce qui souligne à quel point ils ont été frappés par la récession. Par ailleurs, malgré une augmentation limitée, voire une baisse, de leur taux de pauvreté des enfants, certains pays relativement prospères comme le Canada, les États-Unis, la Finlande ou les Pays-Bas figurent pourtant dans le tiers inférieur du tableau de classement Gallup, ce qui donne à penser que la pauvreté monétaire ne suffit pas à résumer le bien-être des familles pendant cette période. Les sections suivantes révèlent ce qui se cache derrière ces chiffres globaux et nous aident à mieux comprendre qui a le plus souffert et quelles réponses les pays ont apportées.

SECTION 3

COMMENT UNE CRISE FINANCIÈRE S'EST-ELLE TRANSFORMÉE EN CRISE POUR LES ENFANTS ?

Encadré 1 Mesurer le niveau d'exposition à la Grande Récession

Sans oublier que la récession a eu des effets différents dans chaque pays, on peut classer les pays en trois groupes afin d'évaluer leur niveau d'exposition à la crise : les pays les plus touchés, les pays moyennement touchés et les pays les moins touchésⁱ.

Pays les plus touchés : a) pays qui bénéficient de l'aide du Fonds monétaire international (FMI)/de l'UE/de la Banque centrale européenne et qui ont rapidement mis en œuvre des ajustements budgétaires : l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, la Lettonie et la Lituanie. b) pays qui connaissent des problèmes budgétaires manifestes et qui ont subi la pression des marchés (avec un prix du CDS supérieur à 500 en 2012) : Chypre, la Croatie, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal.

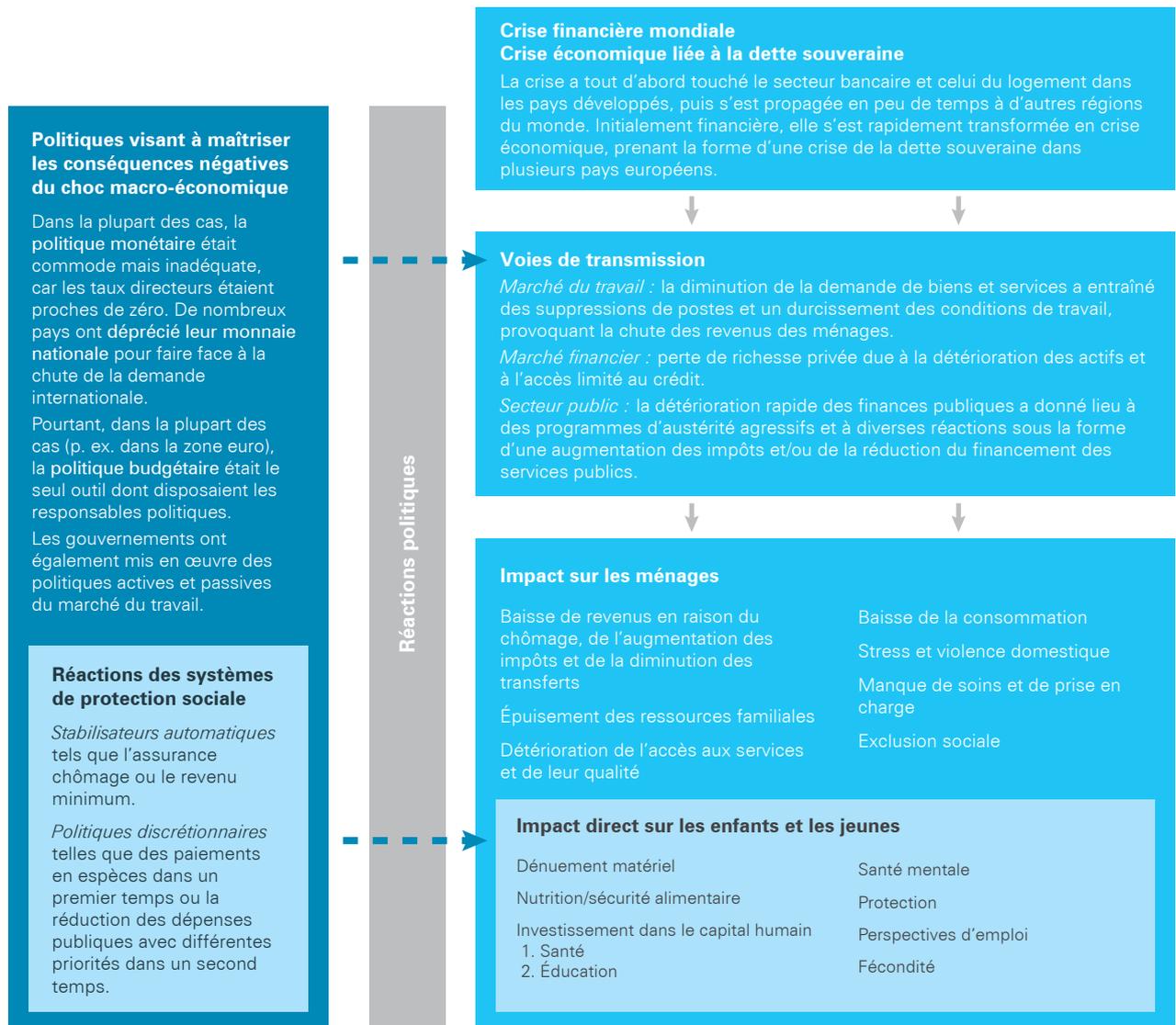
Pays moyennement touchés : pays qui sont lourdement endettés (plus de 60 % du PIB) ou dont la dette a fortement augmenté (plus que la moyenne) : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, les États-Unis, la Finlande, la France, Israël, le Japon, Malte, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Slovénie.

Pays les moins touchés : pays qui ont été les moins touchés par la criseⁱⁱ : l'Australie, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Pologne, la République de Corée, la République tchèque, la Suède, la Suisse et la Turquie.

ⁱ Pour davantage d'explications sur cette classification, voir : Natali, L., Martorano, B., Handa, S., Holmqvist, G. et Chzhen, Y. (2014), Trends in Child Well-being in EU Countries during the Great Recession: A cross-country comparative perspective, document de travail Innocenti n° 2014-10, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014.

ⁱⁱ Bien que le Luxembourg et le Mexique aient souffert plus que d'autres pays au cours de la récente crise économique, ils figurent dans le groupe des pays les moins touchés, car : a) ils n'ont pas subi d'importante pression des marchés et b) leur niveau d'endettement est inférieur à 60 % du PIB. Pour plus d'informations sur ces deux pays, voir : Natali et al. (2014), Trends in Child Well-being in EU Countries during the Great Recession.

La présente section contient des arguments et des données qui montrent comment la crise financière mondiale et la récession qui a suivi se sont transformées en crise pour les enfants. Elle révèle une forte corrélation entre les ravages causés par la récession au niveau national et le déclin du bien-être des enfants depuis 2008. Dans les pays où la Grande Récession a été la plus marquée, les enfants souffrent plus et subissent des conséquences plus durables. Le cadre conceptuel ci-dessous décrit les facteurs qui ont augmenté les risques pour les enfants et affaibli la capacité des familles et des États à atténuer ces risques. De nombreuses variables, d'intensités et de durées différentes, sont à l'origine des risques. Deux facteurs s'avèrent particulièrement importants pour les ménages avec enfants : la situation des parents sur le marché du travail et la capacité des États à protéger les familles.

Cadre conceptuel : comment la crise financière s'est-elle transformée en crise pour les enfants ?

Source : Natali et al., *Trends in Child Well-being in EU Countries during the Great Recession*.

Piégés dans l'engrenage de la pauvreté

Les enfants peuvent rarement échapper au stress et à la souffrance de leurs parents lorsque ceux-ci sont confrontés au chômage ou à une baisse significative de leurs revenus. Ils connaissent des difficultés familiales à la fois subtiles et douloureusement évidentes,

subissant affronts et humiliations devant leurs amis et camarades de classe. Consciemment ou non, ils essuient les conséquences de la modification de leur régime alimentaire, de l'abandon du sport, de la musique ou d'autres activités, ou du manque d'argent pour acheter des fournitures scolaires. Des circonstances extrêmes peuvent pousser leurs familles à quitter leur

domicile ou même leur pays. La pauvreté est un véritable cercle vicieux. Un enfant dont les parents sont au chômage peut voir ses résultats scolaires baisser, ce qui génère un stress supplémentaire à la maison, et ainsi de suite. Plus longtemps un enfant reste piégé dans cet engrenage, moins il a de chances d'en sortir.

Ménages ayant des difficultés à boucler leur budget

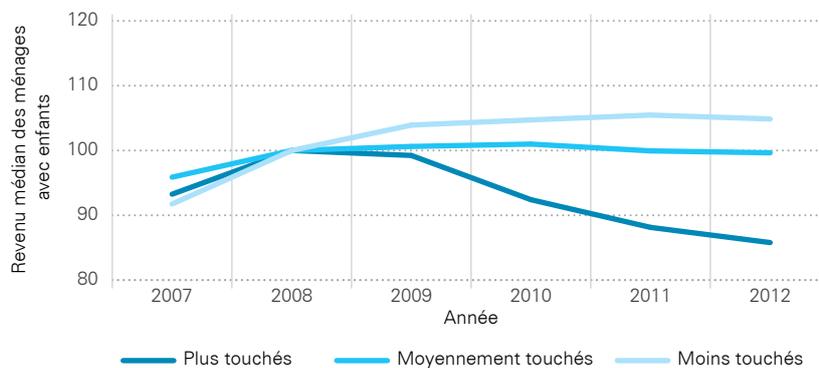
Les figures 1 et 2 illustrent l'évolution du revenu médian des ménages européens¹ avec enfants et le pourcentage de ménages parvenant très difficilement à boucler leur budget. Les ménages sont classés en fonction du niveau d'exposition de leur économie nationale à la récession (voir l'encadré 1). Le premier exemple concerne un groupe de 14 pays (sur 30) dont le revenu médian a diminué. On observe une baisse importante en Espagne, en Irlande et au Royaume-Uni (environ 15 %) et une diminution encore plus marquée en Grèce, en Islande et en Lettonie (24 % ou plus).

La figure 3, qui illustre la manière dont les familles considèrent que leur situation a évolué, confirme ces tendances. La proportion de ménages indiquant que leur situation est « très difficile » a augmenté en moyenne dans toutes les catégories, en particulier dans les pays les plus touchés².

Enfants dont les parents sont sans emploi

L'exclusion du marché du travail et la réduction des transferts sociaux semblent être les facteurs sous-jacents des évolutions actuelles. Entre 2008 et 2012, la proportion de ménages dont tous les adultes étaient sans emploi a principalement augmenté dans les pays présentant le plus fort taux de pauvreté des enfants³. Les résultats des recherches menées dans le cadre de ce rapport montrent que la proportion d'enfants de moins de 18 ans vivant dans des ménages sans emploi a quasiment doublé en Espagne et au Portugal, et quasiment triplé au Danemark. La Bulgarie, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande ont connu les plus fortes augmentations absolues (plus de 5 %).

Figure 1 Revenu médian des ménages européens avec enfants (par niveau d'exposition)



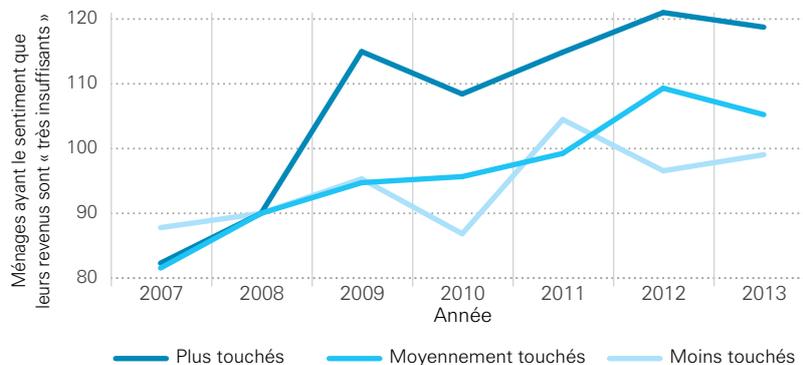
Source : Eurostat. Le revenu médian est exprimé dans la monnaie nationale, en prix constants de 2007.
Remarque : aucune donnée disponible pour Chypre, la Croatie, la République slovaque et la Turquie.

Figure 2 Ménages européens avec enfants parvenant très difficilement à boucler leur budget (par niveau d'exposition)



Source : Eurostat.
Remarque : aucune donnée disponible pour la Croatie et la Turquie ; la Suisse (2006) ; l'Irlande (2012).

Figure 3 Proportion de ménages ayant le sentiment que leurs revenus sont « très insuffisants » (par niveau d'exposition)



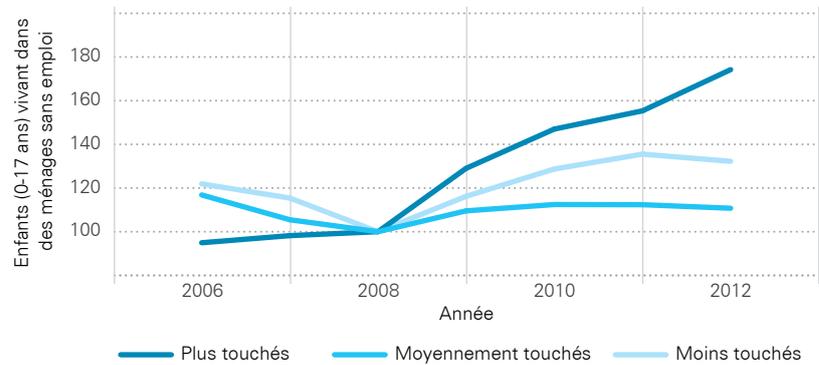
Source : sondage mondial Gallup.
Remarque : cette figure illustre la situation des 41 pays visés par le présent rapport, à l'exception de l'Autriche, Chypre, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg, Malte, la Norvège, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie et la Suisse.

La figure 4 illustre ces tendances en fonction du niveau d'exposition à la récession des différents groupes. L'OCDE a mis en évidence les conséquences de la hausse du chômage dans un récent rapport : « Plus d'une personne d'âge actif sur huit vivant désormais dans des ménages sans emploi dans la plupart des pays, l'efficacité des mesures de redistribution et des politiques sociales actives est évaluée dans une large mesure à l'aune de leur aptitude à améliorer la sécurité économique des familles ne disposant d'aucun revenu du travail »⁴.

Les travailleurs pauvres et les autres groupes vulnérables

Les ménages avec deux enfants doivent faire face à des dépenses qui sont, en moyenne, 40 % plus élevées que celles de familles comparables sans enfants⁵. Par conséquent, les ménages avec enfants sont bien plus susceptibles d'être pauvres. Si l'on ajoute d'autres facteurs de vulnérabilité

Figure 4 Enfants vivant dans des ménages sans emploi (par niveau d'exposition)



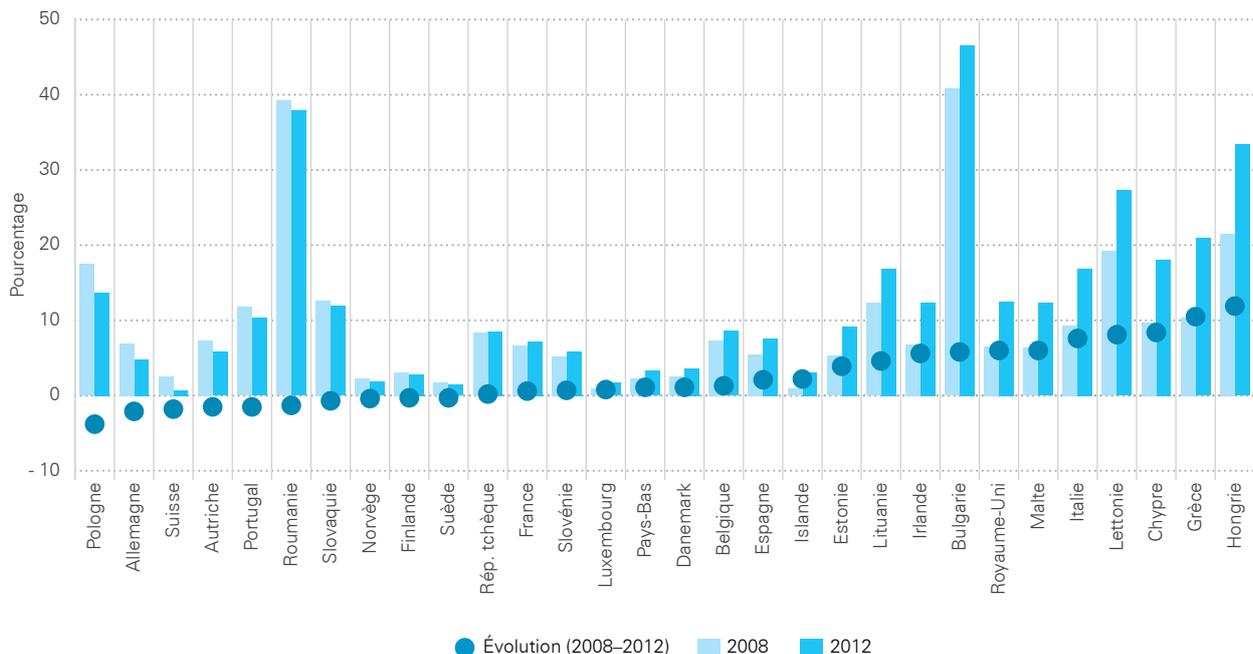
Source : Eurostat.

Remarque : aucune donnée disponible pour l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

(ménages migrants ou familles monoparentales, par exemple), les risques sont démultipliés. La présence d'un ou plusieurs enfants dans un ménage fait passer le risque de « pauvreté des travailleurs » (personnes ayant un travail, mais vivant sous le seuil de pauvreté) de 7 à 11 %. Ce risque est presque deux fois plus élevé pour les

parents isolés (20,2 %) ⁶. Dans les pays les plus touchés, la proportion de ménages avec enfants ne parvenant pas à faire face aux dépenses imprévues a augmenté de près de 60 % en moyenne. De nombreux ménages ont de plus en plus de difficultés à conserver le style de vie de la classe moyenne inférieure (voir l'encadré 2).

Figure 5 Évolution du dénuement matériel sévère des enfants en Europe (2008-2012)



Source : Eurostat.

Remarque : aucune donnée disponible pour la Croatie.

Encadré 2 Europe : moins de revenus, moins de protection, plus de dénuement matériel

L'indicateur de dénuement matériel sévère permet d'obtenir une vision globale du bien-être matériel des familles. On considère que les enfants (de 0 à 17 ans) sont gravement défavorisés si le ménage dans lequel ils vivent n'a pas les moyens de payer au moins quatre des neuf éléments suivants : 1) un loyer, un prêt immobilier ou des charges ; 2) le maintien d'un chauffage suffisant dans le domicile ; 3) des dépenses imprévues ; 4) l'achat régulier de viande ou de protéines ; 5) des vacances ; 6) une télévision ; 7) une machine à laver ; 8) une voiture ; 9) le téléphone. Contrairement aux mesures purement monétaires des ressources financières des ménages, cet indicateur prend en compte la satisfaction des besoins matériels fondamentauxⁱ.

L'année 2008 a été marquée par une brusque rupture de la tendance positive des années précédentes. Au cours de la première phase de la Grande Récession (2008-2010), la proportion d'enfants vivant dans un dénuement matériel sévère a nettement augmenté dans les pays les plus touchés ; elle est restée relativement stable dans les autres pays. Après 2010, le dénuement a gagné du terrain un peu partout. Deux tiers des pays européens étudiés ont connu une aggravation du dénuement matériel après 2008 (voir la *figure 5*). Chypre, la Grèce et la Hongrie ont connu les plus fortes augmentations absolues. Relativement parlant, le taux de dénuement matériel sévère des enfants a doublé en Grèce et triplé en Islande, quoique partant d'un niveau très faible. Dans le groupe des pays les plus touchés, la proportion d'enfants gravement défavorisés a quasiment doublé en quatre ans.

L'ampleur de ce changement mérite d'être soulignée. Le nombre absolu d'enfants vivant dans un dénuement matériel sévère dans les 30 pays européens étudiés était de 11,1 millions en 2012, soit 1,6 million de plus qu'en 2008. Cette tendance résulte de la différence nette entre des diminutions substantielles (plus de 300 000 enfants sont sortis du dénuement en Allemagne et en Pologne) et des augmentations sans précédent dans quatre pays (l'Espagne, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni)ⁱⁱ.

En 2012, près de la moitié des enfants gravement défavorisés (44 %) vivaient dans trois pays : l'Italie (16 %), la Roumanie (14 %) et le Royaume-Uni (14 %).

Des estimations provisoires pour 2013 montrent que certains pays (en particulier l'Estonie et la Lettonie) ont pris le chemin de la reprise en 2012. Des motifs de préoccupation persistent cependant. La détérioration de l'indicateur de dénuement matériel sévère est principalement liée aux cinq premiers éléments de la liste, qui sont particulièrement sensibles au revenu des ménages. Les quatre derniers éléments (appelés « biens durables ») risquent fort de se dégrader ultérieurement, si la récession continue et si les familles ne sont pas en mesure de réparer ou de remplacer leurs biensⁱⁱⁱ.

On peut associer le dénuement matériel à la pauvreté de revenu pour obtenir une vision plus complète de l'impact de la récession sur les ménages avec enfants. La *figure 6* montre qu'en Grèce et en Islande (les deux pays qui figurent en bas du tableau de classement sur la pauvreté des enfants), l'augmentation considérable du nombre absolu d'enfants pauvres s'est accompagnée d'une hausse du dénuement matériel sévère. La proportion d'enfants pauvres et gravement défavorisés a triplé en Grèce et quadruplé en Islande.

ⁱ De Neubourg, C., Bradshaw, J., Chzhen, Y., Main, G., Matorano, B. et Menchini, L., Child Deprivation, Multidimensional Poverty and Monetary Poverty in Europe, document de travail Innocenti n° 2012-02, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2012, p. 1.

ⁱⁱ La série pour le Royaume-Uni est rompue en 2012. Les données doivent donc être interprétées avec précaution.

ⁱⁱⁱ McKnight, A., Measuring material deprivation over the economic crisis: Does a re-evaluation of "need" affect measures of material deprivation?, document d'orientation Gini 4, Centre d'analyse de l'exclusion sociale, London School of Economics, 2013, disponible (en anglais uniquement) sur : www.gini-research.org/system/uploads/553/original/PP4.pdf?1380631527

Alimentation, logement et soins

Toute baisse des revenus familiaux a un impact majeur sur les enfants. Leur alimentation, leur lieu de vie, le temps qu'ils passent avec leurs parents et amis et les services publics dont ils bénéficient sont des facteurs importants qui déterminent leur bien-être.

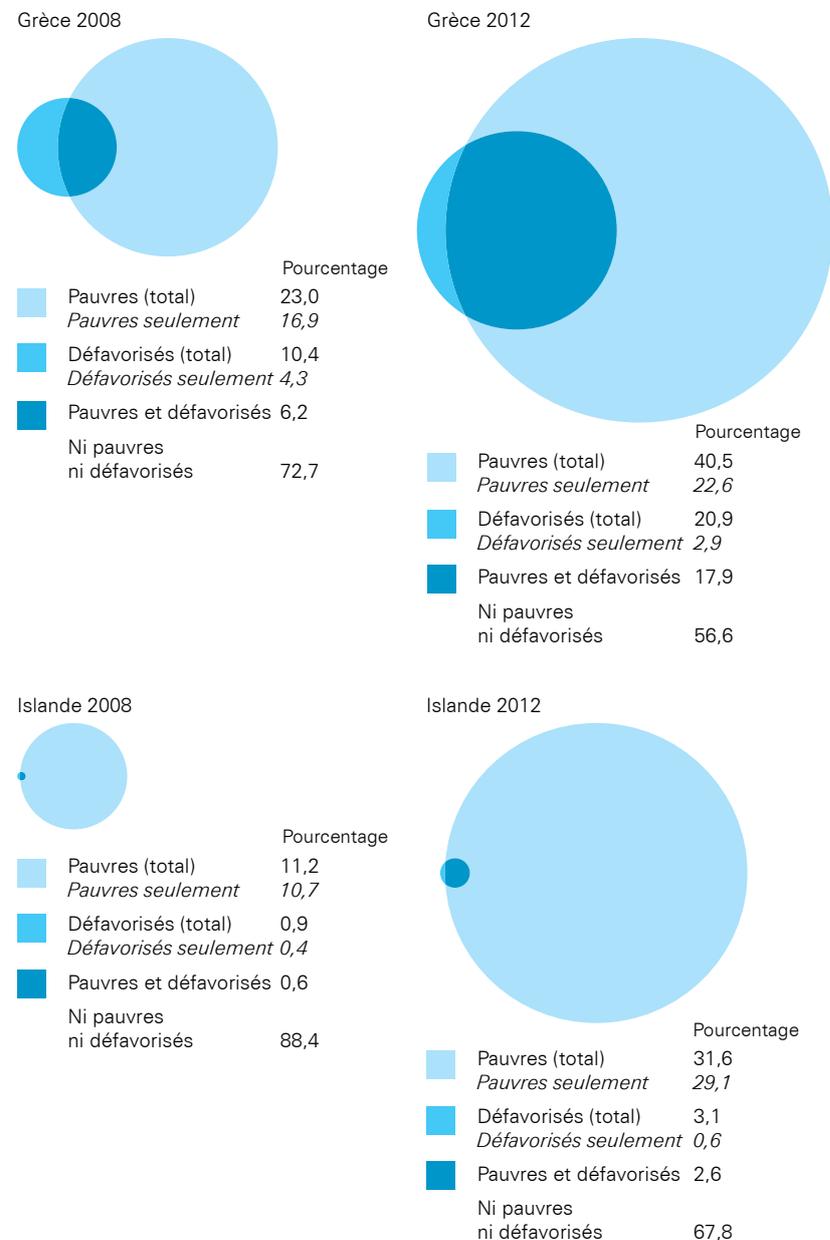
Accès à la nourriture

L'apport nutritionnel quotidien et la consommation d'aliments nutritifs tels que le poisson ou les légumes ont décliné dans les pays les plus touchés pendant la récession. Après 2008, le pourcentage de ménages avec enfants n'ayant pas les moyens d'acheter de la viande, du poulet, du poisson (ou un équivalent végétal) tous les deux jours a plus que doublé en Estonie, en Grèce, en Islande et en Italie, atteignant respectivement 10, 18, 6 et 16 % en 2012. Les Comités nationaux de l'UNICEF indiquent que plusieurs initiatives publiques et privées ont vu le jour dans toute l'Europe pour lutter contre le problème grandissant de la malnutrition, notamment des programmes d'alimentation scolaire, des banques alimentaires et des chèques repas. Par ailleurs, aux États-Unis, quelque 9 millions de femmes et d'enfants pauvres bénéficient d'une aide alimentaire fédérale annuelle⁷. Plus de 47 millions d'Américains vivent en effet dans des ménages ayant des difficultés à se nourrir⁸. Entre 2008 et 2013, le recours des familles aux banques alimentaires au Canada a augmenté de 23 %⁹.

Conditions de logement

Les expulsions, les défauts de remboursement de prêts immobiliers et les saisies ont été la triste réalité de différents pays touchés par la récession. En Espagne, la Fédération européenne du logement public, coopératif et social a enregistré 244 000 expulsions entre 2008 et 2012. En Irlande, 400 000 ménages se trouvaient dans une situation où la valeur

Figure 6 Pauvreté des enfants et dénuement matériel sévère en Grèce et en Islande (2008 et 2012)



Source : EU-SILC.

de leur actif immobilier était inférieure à leur encours de prêt en 2013. En Grèce, au moins 60 000 propriétaires immobiliers étaient menacés d'expulsion immédiate en 2013¹⁰. Aux États-Unis, berceau de la crise financière, plus de 13 millions de saisies ont été enregistrées depuis 2008. La récession a également limité l'épargne et les possibilités économiques dans tout le pays¹¹.

Le coût du logement peut être problématique pour de nombreuses personnes bien avant toute expulsion ou saisie. Le loyer, les traites et les autres frais liés au logement constituent généralement le principal poste de dépenses des familles. La proportion d'enfants vivant dans des familles accablées par les dépenses de logement a augmenté dans 19 pays européens depuis 2008¹². Dans certains cas, le manque d'accès

à des logements abordables prive les enfants d'un toit et génère d'autres conséquences dramatiques¹³.

Disponibilité des parents et protection parentale

La diminution des revenus et le stress qui l'accompagne influencent le temps que les parents passent avec leurs enfants et la qualité de ces moments. Contrairement aux idées reçues, la baisse de disponibilité des parents est plus importante dans les familles pauvres¹⁴. L'allongement du temps de travail, le manque d'aide à la maison et l'abandon d'activités récréatives peuvent affaiblir les liens familiaux, ce qui perturbe les enfants à des étapes clés de leur développement intellectuel et affectif. Pour les couples séparés ou divorcés en Italie, par exemple, les problèmes de revenus liés à la récession constituent une pression supplémentaire dans le contexte de relations déjà conflictuelles¹⁵. La Grande Récession a également un impact sur la violence à l'égard des enfants : aux États-Unis, la perte de confiance des consommateurs depuis 2007 a été associée à une augmentation considérable du nombre de mères qui frappent régulièrement leurs enfants. On observe que la forte baisse de confiance des consommateurs, mesurée par l'indice de confiance des ménages, s'est accompagnée d'une dégradation des comportements parentaux. Le faible niveau de confiance des consommateurs est notamment associé à une augmentation des pratiques de fessées fréquentes, comportement parental qui accroît la probabilité d'être contacté par les services de protection de l'enfance¹⁶.

Services essentiels

Plus les revenus familiaux diminuent et la situation générale se détériore, plus les risques augmentent pour les enfants. Or, la capacité des gouvernements et des institutions

publiques à les protéger n'a pas progressé en conséquence dans des domaines essentiels tels que la santé ou l'éducation. Dans les pays européens qui ont été moyennement ou fortement touchés par la récession, la proportion de jeunes adultes dont les besoins sanitaires ne sont pas satisfaits a nettement augmenté depuis 2008. Plus d'un tiers des pays de l'OCDE ont réduit leurs dépenses publiques d'éducation après 2010 ; d'autres encore les ont gelées¹⁷. Ces coupes budgétaires auront des effets à court et à long terme.

Les enfants ont-ils particulièrement souffert ?

En quoi une crise économique influence-t-elle les inégalités ? Les inégalités peuvent se réduire si les ménages les plus aisés voient leurs revenus baisser, tandis que les politiques publiques et les dispositifs de protection existants continuent à protéger les segments les plus pauvres de la société. En revanche, les inégalités peuvent s'accroître si le poids de la récession pèse sur les maillons les plus faibles de la chaîne de revenus. Au final, la répartition des effets dépend moins de la gravité de la récession que de la structure économique et des dispositifs de

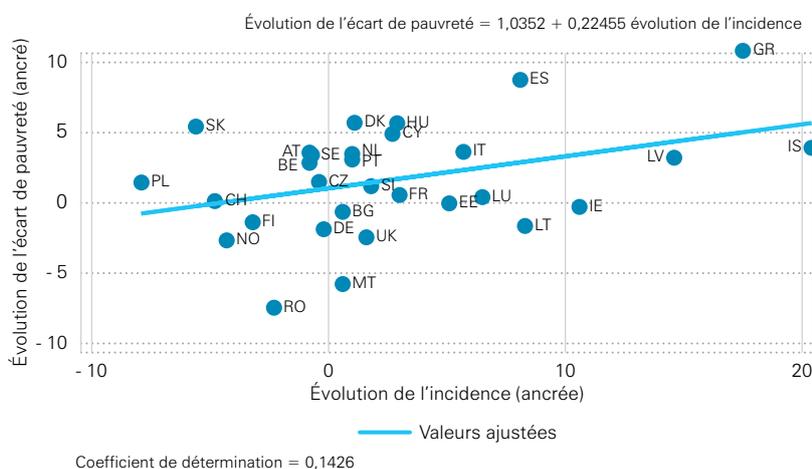
protection sociale existants, et surtout des mesures prises par le gouvernement.

Pour savoir si les enfants ont particulièrement souffert des effets de la récession, la situation moyenne des enfants a été comparée avec celle des enfants les plus pauvres de la chaîne de répartition des revenus. L'impact sur les enfants issus de groupes particulièrement vulnérables tels que les ménages migrants, les familles monoparentales ou les ménages sans emploi a également été évalué, ainsi que l'impact sur les enfants par rapport à d'autres groupes sociaux traditionnellement vulnérables, comme les personnes âgées, et par rapport à la société dans son ensemble.

Impact sur les enfants les plus pauvres

Depuis 2008, la situation des enfants les plus pauvres s'est visiblement dégradée dans la plupart des pays étudiés. L'indicateur d'écart de pauvreté (voir la *figure 7*) évalue l'ampleur de ce phénomène en mesurant la distance qui sépare le seuil de pauvreté du revenu médian de la population pauvre (en pourcentage du seuil de pauvreté). En ce qui concerne les enfants, l'écart

Figure 7 Évolution de l'écart de pauvreté et évolution de l'incidence (2008-2012)



Source : Eurostat pour l'incidence ancree ; EU-SILC pour l'écart de pauvreté ancree.

Encadré 3 La crise en Grèce vue par les enfants

Les indicateurs du présent *Bilan* ne rendent pas totalement compte de l'évolution de l'opinion que les enfants ont de leur vie. Afin de mieux comprendre leur point de vue, nous avons commandé une analyse préliminaire de la toute dernière Enquête sur les comportements liés à la santé des enfants en âge scolaire (HBSC 2014) portant sur le comportement des élèves de 11, 13 et 15 ans en Grèce, l'un des pays les plus touchés par la récession. Les résultats sont édifiants.

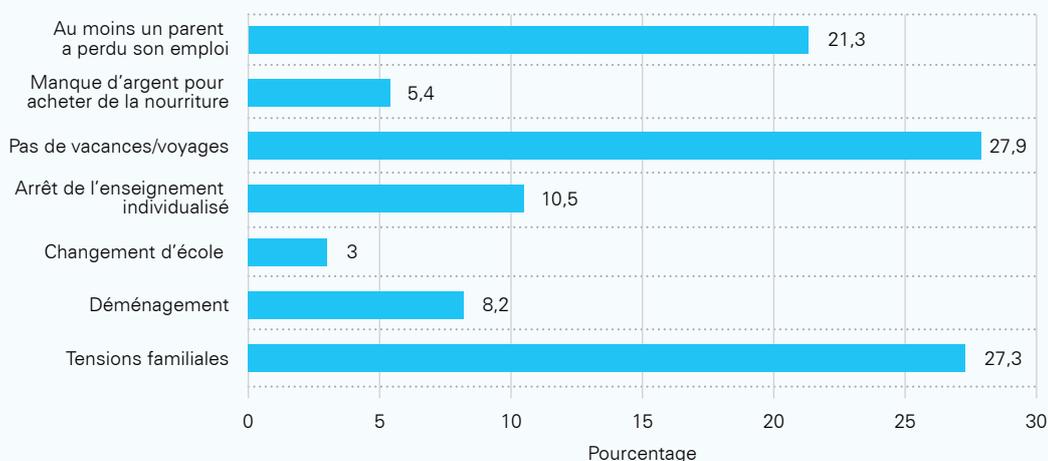
Malgré les efforts sincères des familles pour protéger leur progéniture des conséquences les plus dramatiques de la récession, les élèves grecs ont révélé qu'ils étaient parfaitement conscients des problèmes touchant leur environnement immédiat. Le nombre d'élèves indiquant que la situation économique de leur famille n'est « pas satisfaisante » a doublé, passant de 7,2 % en 2006 à 14,5 % en 2014. Un pourcentage croissant d'élèves a déclaré que la situation économique de la région dans laquelle ils vivaient s'était dégradée (ce pourcentage est passé de 22,2 à 29,5 % au cours de la même période)ⁱ. En 2014, plus d'un enfant sur cinq a indiqué qu'au moins l'un de ses parents avait perdu son travail ; 5 % d'entre eux ont déclaré que leur

famille manquait d'argent pour acheter de la nourriture et près de 30 % ont indiqué que leur famille ne partait plus en vacances (voir la *figure 8*). Environ un élève sur 10 a dû arrêter les cours individualisés, déménager dans une autre région ou emménager chez un proche et 3 % des élèves sont passés d'une école privée à une école publique.

Les enfants interrogés ont bien compris d'autres conséquences de la récession, comme l'augmentation du stress des parents due à la baisse des revenus ou à la perte d'emploi. Ces événements influencent les liens familiaux, comme le montre le fort pourcentage (jusqu'à 27 %) d'enfants faisant état de tensions et de disputes au sein de leur famille. La proportion d'enfants se disant très satisfaits des relations au sein de leur famille a baissé de 3 % entre 2006 et 2014. Quant à la satisfaction globale dans la vie, le pourcentage d'enfants estimant avoir une qualité de vie élevée a diminué de près de 10 % au cours de la même période.

ⁱ Kokkevi, A., Stavrou, M., Kanavou, E. et Fotiou, A., *The Repercussions of the Economic Recession in Greece on Adolescents and their Families, document de travail n° 2014-07, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014.*

Figure 8 Effets de la crise autodéclarés par les enfants en Grèce



Source : enquête HBSC 2014.

s'accroît au fur et à mesure que la récession progresse dans les pays les plus touchés. L'écart de pauvreté est plus important dans les pays où la pauvreté a le plus augmenté, ce qui signifie que la pauvreté est plus fréquente et plus marquée dans ces pays. En Espagne et en Grèce, les enfants pauvres se trouvaient encore plus en deçà du seuil de pauvreté en 2013 qu'en 2008. Il convient de souligner que cette forme de discrimination s'est accrue dans certains pays où la pauvreté globale des enfants a diminué, notamment en Belgique et en République slovaque, ce qui laisse entendre que les réformes fiscales et les transferts sociaux censés aider les enfants les plus pauvres ont été relativement inefficaces.

Impact sur les enfants les plus vulnérables

Les tendances mentionnées ci-dessus peuvent masquer la

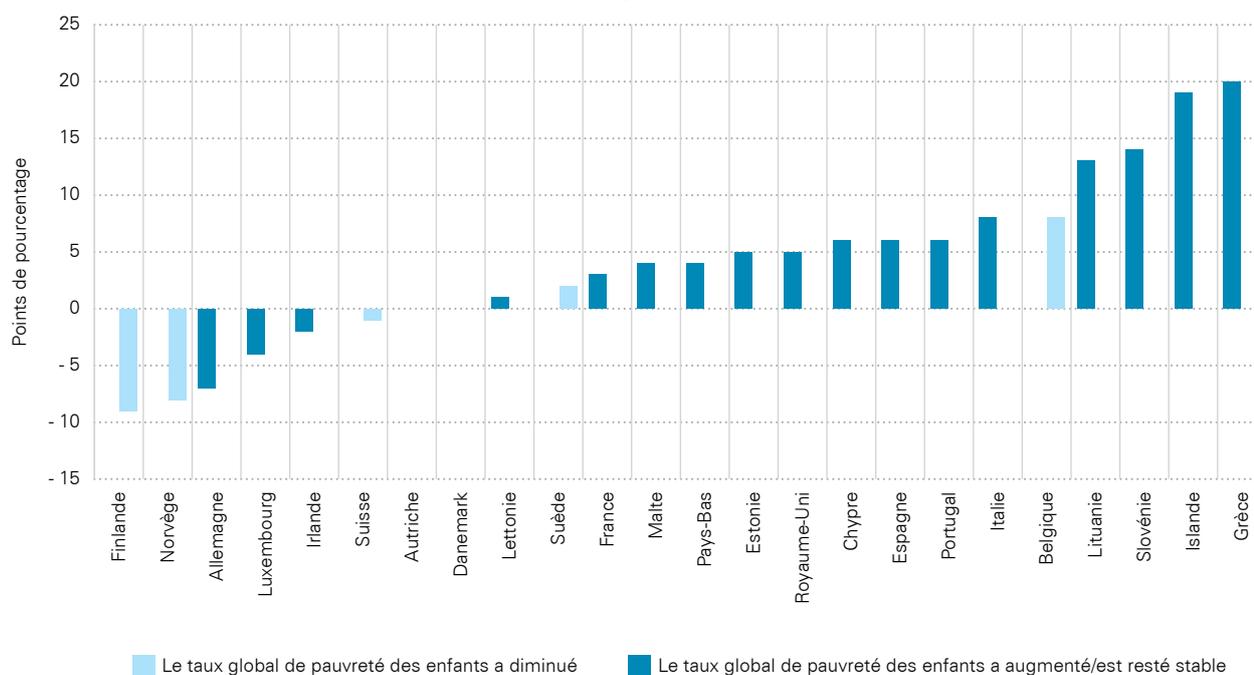
condition des enfants en situation de vulnérabilité particulière, notamment ceux qui vivent dans des ménages sans emploi, des familles monoparentales, des familles nombreuses ou des ménages migrants. La détérioration de leurs conditions de vie a déjà été évoquée dans le *Bilan 10*, qui demandait des politiques et des actions visant à les protéger¹⁸. Des données récentes montrent que ces groupes figurent systématiquement dans les catégories statistiques de pauvreté les plus sévères. Leurs besoins nécessitent plus que jamais une attention particulière et des services spécifiques, qui sont souvent les premiers à disparaître en cas de crise financière.

La *figure 9* montre qu'en Europe, la récession a généralement plus touché les enfants issus de ménages migrants¹⁹ que les autres enfants. Dans de nombreux pays européens,

la pauvreté des enfants a augmenté plus rapidement (ou a diminué plus lentement) pour les enfants issus de ménages migrants que pour les autres enfants. Citons l'exemple de la Grèce, où le taux de pauvreté a augmenté de 35 points de pourcentage pour les enfants issus de ménages migrants, contre 15 points de pourcentage pour les autres enfants. En Islande, le taux de pauvreté des enfants issus de ménages migrants a augmenté de 38 points de pourcentage, soit deux fois plus que pour les autres enfants. Dans les deux pays où la pauvreté des enfants a le plus augmenté, les enfants issus de ménages migrants ont donc particulièrement souffert.

Parmi les groupes d'enfants les plus touchés par la récession figurent ceux vivant dans des familles monoparentales, des ménages à faible intensité de travail ou des familles nombreuses. Sur 30 pays

Figure 9 Différence d'évolution de la pauvreté ancrée (2008-2012) entre les enfants issus de ménages migrants et les autres enfants en Europe (en points de pourcentage)



Source : EU-SILC.

Remarques : les données concernant la Belgique et l'Irlande datent de 2011. Les pays comprenant un nombre insuffisant d'enfants issus de ménages migrants sont exclus. Les barres représentent l'évolution de la pauvreté absolue. Des valeurs positives indiquent que la situation des enfants issus de ménages migrants s'est dégradée par rapport à celle des autres enfants.

européens, la Grèce se distingue par un impact particulièrement inégal sur les enfants. On observe la même tendance en Islande pour les enfants vivant dans des ménages sans emploi ou des familles monoparentales. Dans certains pays présentant un taux élevé de pauvreté des enfants, on constate cependant une diminution de la pauvreté des enfants vivant dans des ménages vulnérables, notamment des familles monoparentales à Chypre et en République tchèque, des ménages sans emploi en Belgique et au Royaume-Uni, et des familles nombreuses en Espagne et en Lituanie.

On observe également des tendances mitigées dans certains pays de l'OCDE ne faisant pas partie de l'UE. En Israël, par exemple, la pauvreté a augmenté pour les enfants vivant dans des familles monoparentales, tandis qu'elle a légèrement diminué pour les enfants vivant avec leurs deux

parents. En revanche, la pauvreté des enfants a globalement diminué au Canada et au Japon. Pourtant, si le taux de pauvreté a diminué plus rapidement pour les enfants vivant dans des familles monoparentales, il reste nettement plus élevé que celui des enfants vivant avec leurs deux parents. Ce constat souligne le fait que les conditions économiques ont un impact plus important sur les enfants vivant dans des familles monoparentales que sur les autres enfants.

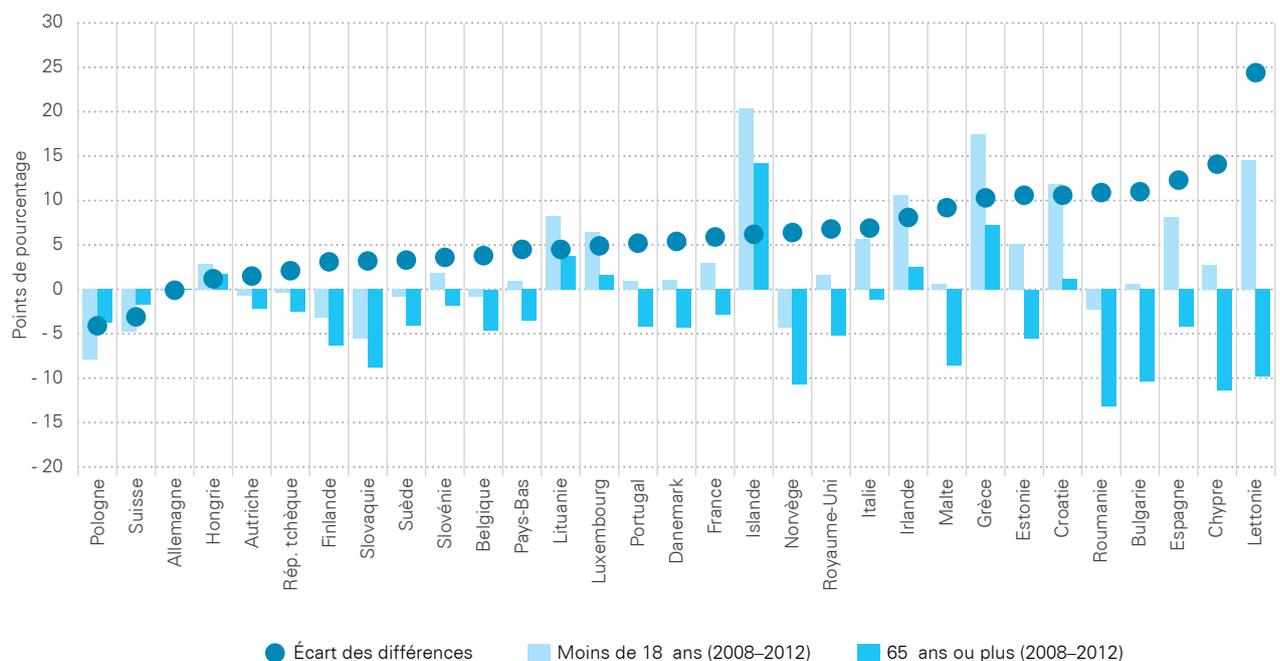
Comparaison des enfants avec d'autres groupes

Pour évaluer l'impact de la récession sur les enfants, on peut également comparer le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté par rapport à l'ensemble de la population. Dans de nombreux pays, la pauvreté et le dénuement matériel des ménages avec enfants ont augmenté plus fortement que la moyenne nationale.

Dans la moitié des pays européens étudiés, la pauvreté a augmenté plus rapidement (ou a diminué plus lentement) pour les enfants que pour la population dans son ensemble.

Cette analyse indique que les personnes âgées, également vulnérables, s'en sortent mieux que les jeunes. La *figure 10* illustre le risque de pauvreté au sein des populations de moins de 18 ans et de plus de 65 ans en 2008–2012. Les points bleus mesurent l'évolution de la pauvreté chez les enfants par rapport à l'évolution de la pauvreté chez les personnes âgées au cours de la même période. Une valeur positive indique que la situation des enfants s'est dégradée par rapport à celle des personnes âgées. Le taux de pauvreté a augmenté plus rapidement (ou a diminué plus lentement) pour les jeunes que pour les personnes âgées (valeurs positives des points noirs) dans 28

Figure 10 Différence d'évolution de la pauvreté accrue (2008–2012) entre les enfants et les personnes âgées (en points de pourcentage)



Source : Eurostat (dernière mise à jour du 14 juillet 2014).

Remarques : les pays ont été classés en fonction de la différence d'évolution du taux de pauvreté accrue entre les enfants et la population générale. Les séries pour l'Autriche et le Royaume-Uni sont rompues en 2012.

des 31 pays étudiés. On observe une réduction du risque de pauvreté chez les personnes âgées dans 24 des 31 pays étudiés, tandis que la pauvreté des enfants a augmenté dans 20

pays. Dans huit pays, l'écart entre les deux groupes dépasse 10 points de pourcentage. Ces chiffres laissent supposer que les dispositifs de protection fonctionnent en cas de

besoin pour les personnes âgées, ce qui est moins vrai pour les enfants.

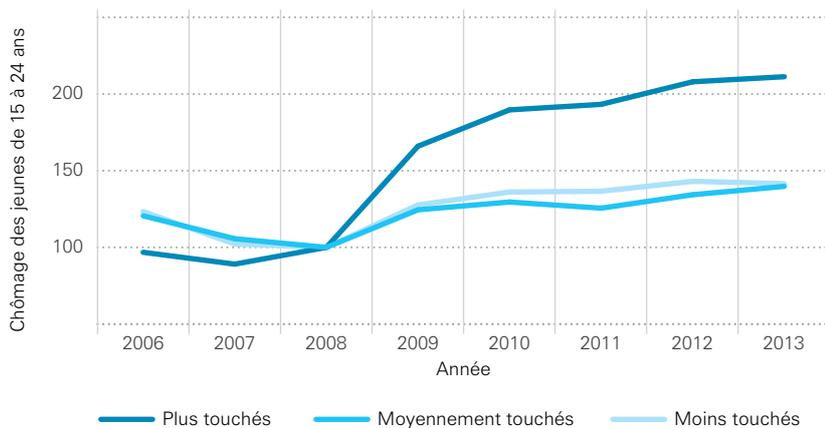
Une génération mise de côté

Le chômage des adolescents et des jeunes adultes est l'un des effets à long terme de la Grande Récession. Le chômage et le sous-emploi des jeunes ont atteint des niveaux préoccupants dans de nombreux pays. Outre les données du *Tableau de classement 2* (voir la section 2), le présent Bilan examine des indicateurs clés du marché du travail pour les jeunes, y compris des données récentes concernant les perceptions individuelles. Il en ressort le constat d'une génération mise de côté, ce qui pourrait générer d'importants coûts sociaux si l'on ne fait rien.

Une épidémie de chômage des jeunes

Les *figures 11, 12 et 13* décrivent la situation des jeunes sur le marché du travail pendant la récession, un état de fait que le Commissaire aux droits de l'homme de l'Union européenne,

Figure 11 Chômage des jeunes de 15 à 24 ans (par niveau d'exposition)



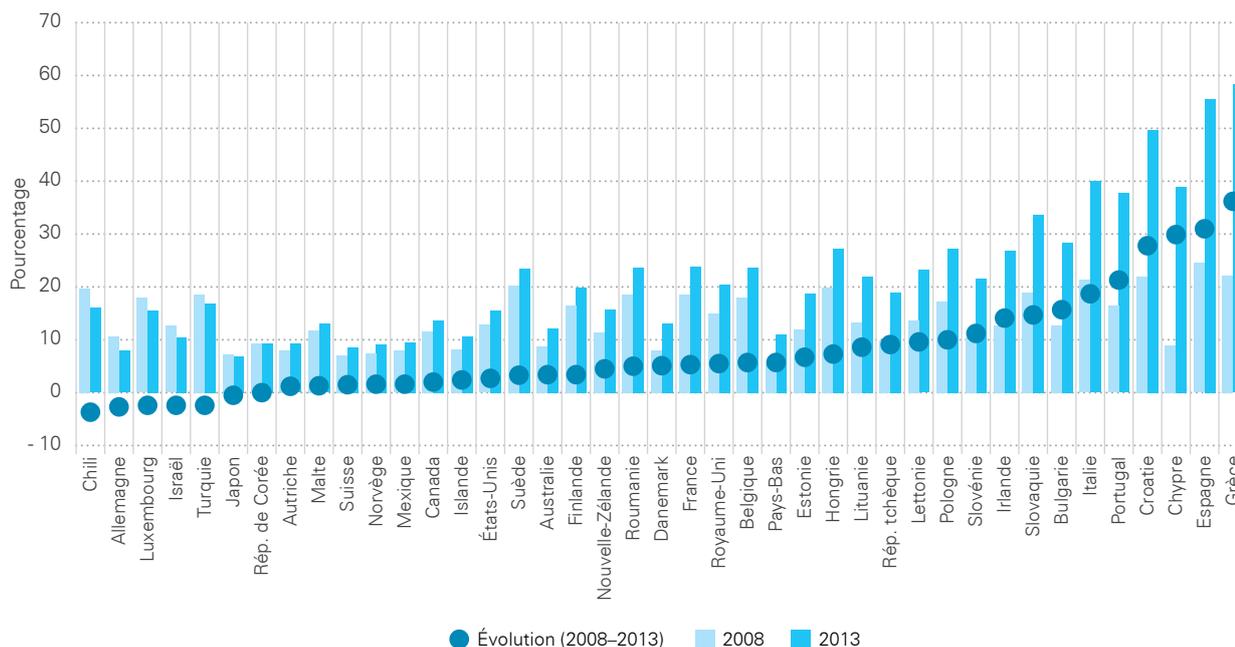
Source : Eurostat.

Remarques : Chômage de longue durée : chômage durable (12 mois ou plus) chez les jeunes de 15 à 24 ans. Aucune donnée disponible pour Chypre, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Lituanie ; la Suède (2006) ; le Luxembourg (2007 et 2009).

Sous-emploi : travail à temps partiel non choisi chez les jeunes de 15 à 24 ans (en pourcentage de la population active). Aucune donnée disponible pour la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, la Lituanie et le Luxembourg.

Travail temporaire : travail temporaire chez les jeunes de 15 à 24 ans (en pourcentage du nombre total de salariés de 15 à 24 ans).

Figure 12 Évolution du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans (2008-2013)



Source : Eurostat; OECD.Stat.

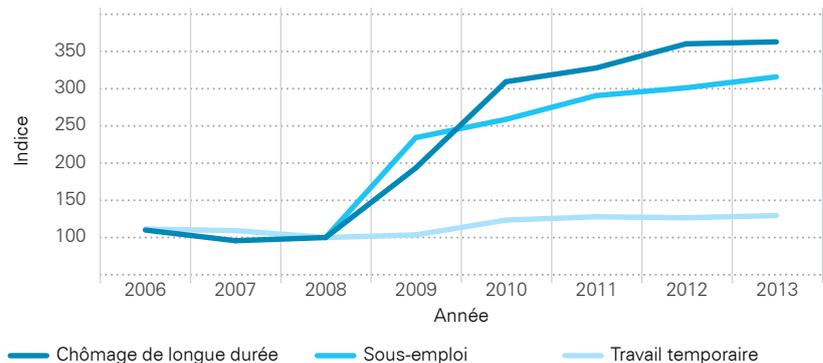
Nils Muižnieks, définit comme une « pathologie de l'austérité »²⁰. Le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté dans 34 des 41 pays entre 2008 et 2013. Quatre pays se détachent, avec une hausse supérieure à 25 points de pourcentage : Chypre, la Croatie, l'Espagne et la Grèce. Le chômage des jeunes dans ces mêmes pays avait diminué régulièrement entre 2004/2005 et 2007/2008. La récession a inversé cette tendance.

L'exemple de l'Espagne et de la Grèce est particulièrement frappant. Partant d'un niveau déjà élevé de plus de 20 %, le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a dépassé 50 % en 2013. La moitié des jeunes demandeurs d'emploi n'ont pas trouvé de travail. Les nations où un tel pourcentage de jeunes ne travaille pas doivent faire face à des défis considérables, notamment la pérennité des régimes de retraite nationaux. En règle générale, le chômage des jeunes évolue de la même manière que le chômage global des adultes, mais il existe des exceptions : en Italie, le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté pratiquement quatre fois plus que celui des 25-54 ans.

Trop de jeunes ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation

Le taux de chômage ne permet pas d'évaluer pleinement le marché du travail des jeunes, car il concerne uniquement ceux qui sont économiquement actifs. Certaines enquêtes s'intéressent donc aux jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation. Le taux NEET englobe ceux qui cherchent du travail (les chômeurs) et ceux qui n'en cherchent pas (les inactifs). Ce taux permet de mesurer le pourcentage de jeunes qui sont absents du marché du travail et de la formation,

Figure 13 Tendence en matière de sous-emploi des jeunes, de travail temporaire et de chômage de longue durée dans les pays les plus touchés



Source : Eurostat.

Remarques : Chômage de longue durée : chômage durable (12 mois ou plus) chez les jeunes de 15 à 24 ans. Aucune donnée disponible pour Chypre, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Lituanie ; la Suède (2006) ; le Luxembourg (2007 et 2009).

Sous-emploi : travail à temps partiel non choisi chez les jeunes de 15 à 24 ans (en pourcentage de la population active). Aucune donnée disponible pour la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, la Lituanie et le Luxembourg.

Travail temporaire : travail temporaire chez les jeunes de 15 à 24 ans (en pourcentage du nombre total de salariés de 15 à 24 ans).

mais également de ceux qui sont découragés et démotivés.

Dans certains pays comme le Mexique ou la Turquie, les forts taux d'inactivité semblent être dus au pourcentage important de jeunes femmes qui élèvent leurs enfants²¹. Dans les pays où le taux NEET a le plus augmenté, notamment à Chypre et en Grèce, cette évolution est essentiellement liée à la hausse du chômage des jeunes. Dans des pays comme la Lettonie ou la Lituanie (qui ont connu une légère progression du taux NEET), l'Espagne ou la Slovaquie (qui ont connu une hausse plus marquée), l'augmentation est également due à la hausse du chômage des jeunes, associée à une diminution de l'inactivité. A contrario, en Roumanie, l'augmentation du taux NEET est principalement liée à l'augmentation de l'inactivité. En Turquie, enfin, la nette diminution du taux NEET est presque entièrement due à la diminution de l'inactivité.

Malheureusement, même lorsque les taux de chômage ou d'inactivité

diminuent, les jeunes ne trouvent pas forcément des emplois stables et correctement rémunérés (voir la figure 13). Dans les pays les plus exposés à la récession, le pourcentage de travail à mi-temps et de sous-emploi a triplé chez les jeunes de 15 à 24 ans. Le travail contractuel à plein temps est devenu plus fréquent chez les jeunes, contribuant à la précarité du marché du travail. L'augmentation du taux de chômage de longue durée (12 mois ou plus) dans les pays les plus exposés à la récession est principalement due au chômage des jeunes.

Le marché du travail était déjà difficile pour les adolescents et les jeunes adultes avant 2008, mais la récession a amplifié ce problème pour toute une génération. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces tendances. Une longue période de chômage partiel ou d'inactivité peut avoir un impact durable sur la sécurité financière à long terme d'un individu, contrariant ses plans de

carrière, limitant ses attentes et entraînant une certaine démoralisation. À l'échelle d'une société, ce phénomène augmente la demande d'avantages sociaux, diminue la contribution de la main d'œuvre aux systèmes d'aide sociale et érode un pilier de la cohésion sociale²².

Synthèse

La Grande Récession a particulièrement touché les plus faibles, sans doute de manière plus durable. Cette section décrit les multiples manières dont les enfants ont souffert de la crise, tandis que d'autres groupes (par exemple, les personnes âgées) ont pu être protégés. Elle montre combien de pays ont connu une forte augmentation du dénuement matériel des enfants (qui est sans doute une excellente mesure de la pauvreté à long terme) et souligne les risques durables auxquels sont confrontés ceux qui entrent sur le marché du travail en période de récession.

Cette inversion malheureuse fait suite à une tendance positive en termes de consolidation des droits des jeunes. Les progrès réalisés dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale ces 50 dernières années sont désormais menacés.

Il existe pourtant quelques raisons d'espérer. Dix-huit des pays étudiés dans ce rapport ont réussi à limiter, voire à réduire, la pauvreté des enfants malgré la tourmente économique. Quatre d'entre eux ont également réduit l'écart entre les enfants pauvres et les plus pauvres. Malgré la récession, plusieurs pays ont réussi à éviter une flambée du chômage des jeunes. Dans beaucoup d'autres, les dispositifs de protection publics et privés ont prouvé leur efficacité en une période de grande nécessité. Rien n'est inévitable. La section 4 examine les mesures de riposte prises par les pays et leurs conséquences pour les enfants.

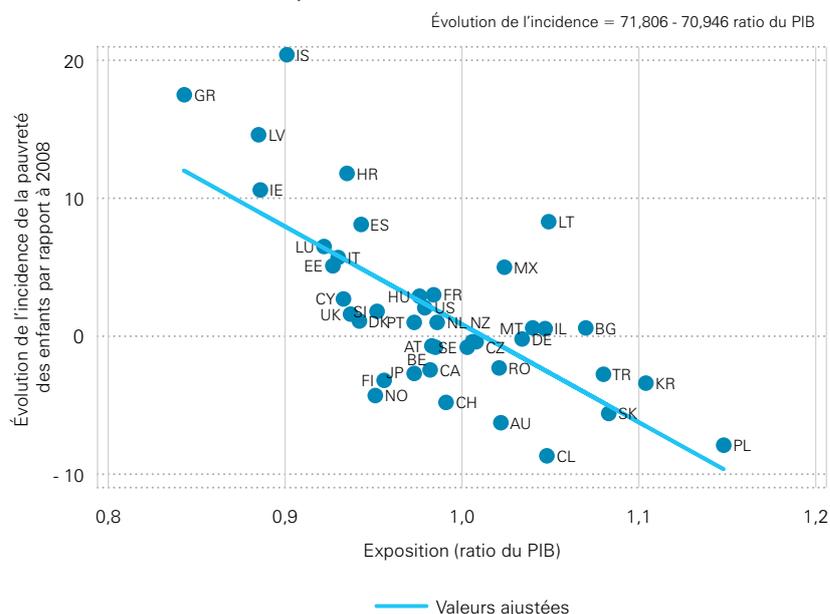
SECTION 4 DES RIPOSTES INÉGALES

Au début de la Grande Récession, certains pays étaient mieux préparés que d'autres pour résister à la tourmente économique. Certains avaient mis en place d'importantes mesures de protection sociale. Pourtant, la manière dont les gouvernements ont riposté à la crise a joué un rôle majeur. La pauvreté a augmenté dans la plupart des pays, mais elle a diminué dans d'autres. Bien que mondiale, la récession n'a pas eu de graves répercussions pour les enfants dans tous les pays.

La *figure 14* compare l'évolution de la pauvreté des enfants à l'évolution du produit intérieur brut (PIB) national. Sur les 41 pays de l'UE/de l'OCDE répertoriés, les plus exposés à la récession ont connu une plus forte intensification de la pauvreté des enfants. Pourtant, un examen approfondi des données montre que si la pauvreté des enfants a augmenté dans la plupart des pays, elle a diminué dans d'autres. Des conditions économiques très similaires ont eu des effets très différents sur le bien-être des enfants à Chypre et en Croatie. Malgré une croissance économique modeste, voire dynamique, les indicateurs de pauvreté des enfants se sont par ailleurs détériorés en Lituanie et au Mexique.

Pour comprendre la manière dont les gouvernements ont réagi à la récession, et surtout les stratégies qui ont fonctionné dans les pays où les indicateurs de pauvreté des enfants ne se sont pas détériorés (ou se sont améliorés), la présente section examine la quantité et la qualité des mesures prises par les

Figure 14 Évolution de l'incidence de la pauvreté (par rapport à 2008) des enfants et niveau d'exposition



Coefficient de détermination = 0,4924

Source : voir sources des données : *tableau de classement 1* p. 44 pour l'évolution de la pauvreté ancrée ; Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

Remarque : L'abscisse montre le degré d'exposition à la récession à l'aide du ratio du PIB entre 2007 et 2012. L'ordonnée indique l'évolution de la pauvreté des enfants entre 2007 et 2012 (les valeurs positives indiquent des augmentations).

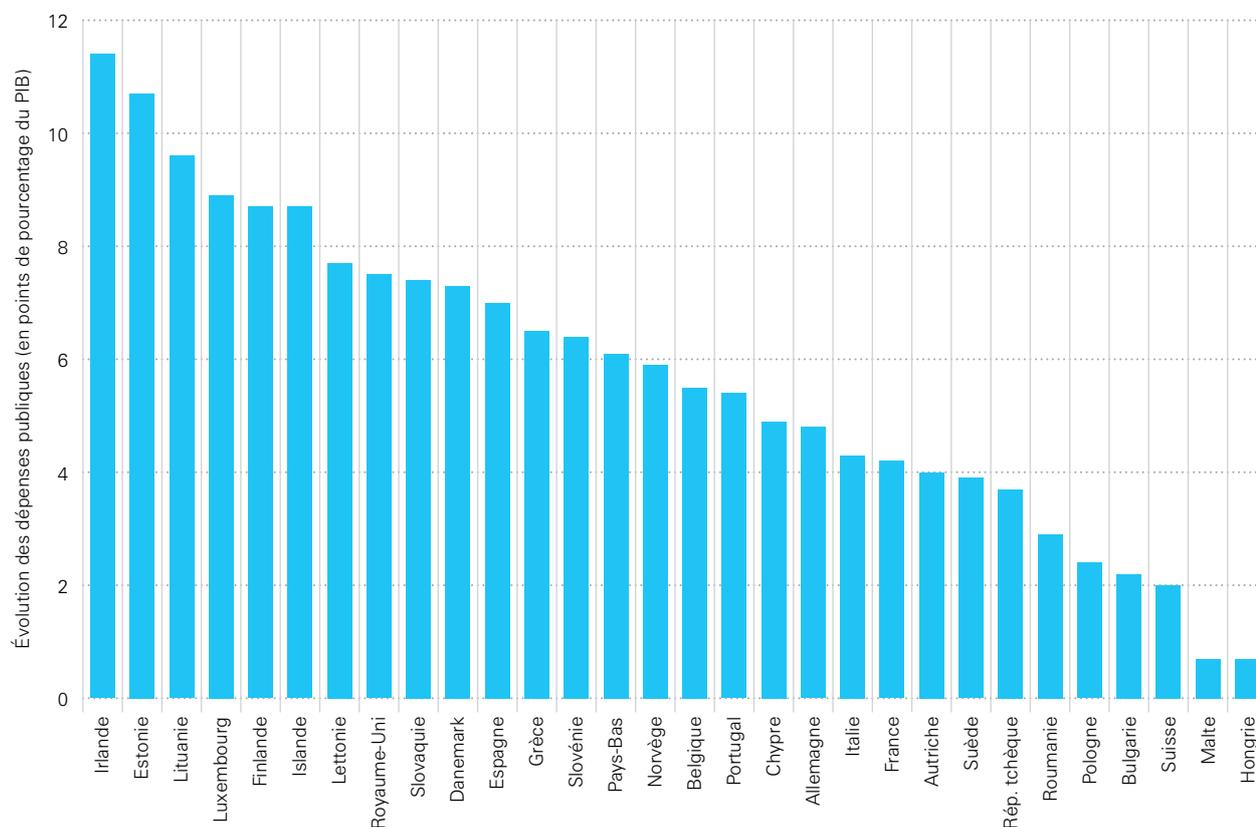
gouvernements ces cinq dernières années et se penche, pour finir, sur la période qui a précédé la récession.

Montant et nature des dépenses

Sans surprise, au début de la récession, la pauvreté des enfants était plus faible dans les pays où les dépenses publiques destinées aux familles et aux enfants étaient les plus élevées. Pendant la récession, il semblait logique que les États-providence augmentent leurs dépenses publiques de protection, ce que beaucoup ont fait²³. Dans ces pays, des subventions, des

programmes d'aide au retour à l'emploi, les retraites et d'autres prestations protègent la santé et le bien-être des citoyens, en particulier ceux qui connaissent des difficultés financières ou sociales. En cas de récession, ces prestations jouent le rôle de stabilisateurs économiques contracycliques.

Outre ces systèmes, les pays de l'OCDE et beaucoup d'autres ont mis en place des mesures de relance dès le début de la récession, poussant les dépenses publiques à la hausse (voir la *figure 15*). La persistance de la récession a cependant entraîné

Figure 15 Évolution des dépenses publiques dans l'Union européenne (2007-2009)

Source : Eurostat.

une diminution des recettes nationales et une nette augmentation des déficits dans de nombreux pays. La pression croissante des marchés financiers a forcé de nombreux gouvernements à effectuer des coupes budgétaires. Le changement de cap de la zone euro a été particulièrement brusque.

Alors que l'Europe se serrait la ceinture, le Chili, la Corée, les États-Unis et le Japon ont maintenu des politiques d'expansion pour soutenir leurs économies. La Norvège a fait figure d'exception en Europe, tandis que les mesures de consolidation mises en œuvre en Suède et en Suisse ont représenté moins de 0,5 % du PIB.

L'impact des dépenses est varié dans des pays qui ont consenti les mêmes efforts budgétaires et qui ont été exposés de la même manière à la récession (voir l'*encadré 1* de la section 3 pour connaître les critères d'exposition).

Une évaluation des mesures prises par les gouvernements suggère que l'efficacité de ces mesures est liée à la marge d'action initiale, mais également à l'ampleur et à la nature des initiatives gouvernementales.

Le fait d'orienter les transferts monétaires vers les familles avec enfants les plus pauvres a contribué à protéger les familles vulnérables, tout en stimulant l'économie. Voici quelques exemples :

» Le Chili et le Mexique ont connu de considérables avancées économiques et sociales au cours de la décennie qui a précédé la crise financière, mais en 2008-2009, ces deux pays ont été fortement touchés par une baisse des échanges liée à la récession. Bénéficiant d'une plus grande marge budgétaire, le Chili a consacré deux fois plus d'argent que le Mexique à des mesures de relance destinées aux familles avec enfants, élargissant ses programmes de protection sociale existants, ses transferts monétaires aux familles avec enfants les plus pauvres et ses mesures en faveur de l'emploi (notamment l'assurance

Encadré 4 Les mesures d'aide aux ménages australiens

La Grande Récession a touché l'Australie comme la plupart des autres pays de l'OCDE. Pourtant, contrairement à beaucoup d'autres, l'Australie a réussi à protéger les familles dans le cadre d'une stratégie de reprise économique. Des mesures budgétaires d'un montant supérieur à 4 % du PIB (facilitées par la marge budgétaire dont disposait le pays) ont été l'un des principaux facteurs contributifs. Une partie de ces mesures étaient destinées à aider les familles en difficulté économique et à soutenir la consommation. En particulier, les mesures d'aide aux ménages de 2009 comprenaient essentiellement trois primes ponctuelles : le crédit d'impôt pour les travailleurs australiens, accordé aux contribuables éligibles, l'indemnité de réintégration scolaire et l'indemnité octroyée aux familles à revenu unique, qui ciblait les familles avec enfants à revenu faible ou intermédiaire.

Comme le montre la *figure 16*, l'indemnité de réintégration scolaire et l'indemnité octroyée aux familles à revenu unique ont été nettement plus progressives que le crédit d'impôt. Si tous ces paiements ont contribué à protéger les individus contre le risque de pauvreté, seuls les transferts monétaires destinés aux familles avec enfants à faible revenu ont réussi à stimuler la consommation des personnes pauvres (voir la *figure 17*).

Il est possible de tirer des enseignements politiques utiles de l'expérience australienne. Premièrement, les politiques contracycliques sont essentielles pour atténuer les conséquences négatives des récessions économiques. En effet, les réactions fortes et rapides du gouvernement australien ont limité les éventuels effets négatifs de la crise, sans compromettre la croissance (le PIB a augmenté régulièrement en Australie depuis 2009). Deuxièmement, le maintien de finances publiques saines en temps normal offre évidemment la marge politique permettant à un gouvernement de réagir efficacement en cas de ralentissement économique. Pourtant, certaines politiques sont plus efficaces que d'autres. Dans le cas présent, les transferts monétaires destinés aux familles avec enfants à faible revenu semblent avoir eu un effet doublement bénéfique, protégeant les enfants les plus pauvres et stimulant la consommation pour favoriser la reprise économique.

Figure 16 Taux d'incidence de l'indemnité octroyée aux familles à revenu unique, de l'indemnité de réintégration scolaire et du crédit d'impôt pour les travailleurs australiens

Back to School Bonus + Single Income Family Bonus
(Indemnité de réintégration scolaire + indemnité octroyée aux familles à revenu unique)



Tax Bonus for Working Australians
(Crédit d'impôt pour les travailleurs australiens)

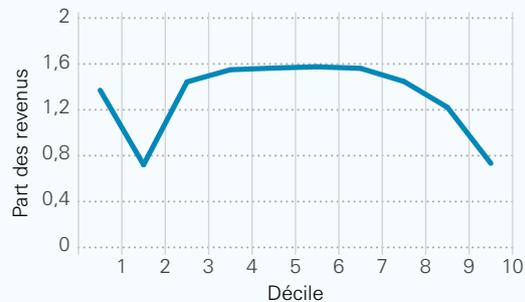
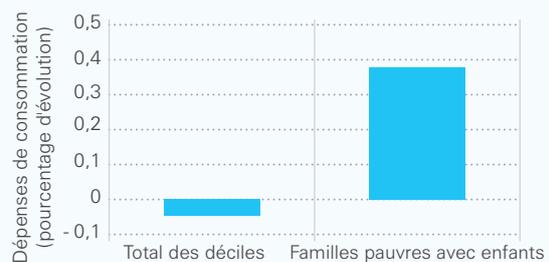


Figure 17 Impact de l'indemnité de réintégration scolaire et de l'indemnité octroyée aux familles à revenu unique sur les dépenses de consommation en Australie (pourcentage d'évolution entre 2008 et 2009)



chômage). Le Mexique a mis en place des mesures de relance similaires dès les premières années de la récession, mais la dégradation des conditions budgétaires a entraîné le pays dans un processus de consolidation à partir de 2010.

- » L'augmentation des dépenses en faveur des familles en Australie a eu un impact plus important que les ambitieux allègements fiscaux mis en œuvre en Nouvelle-Zélande, où la pauvreté et les inégalités ont stagné (voir l'encadré 4).

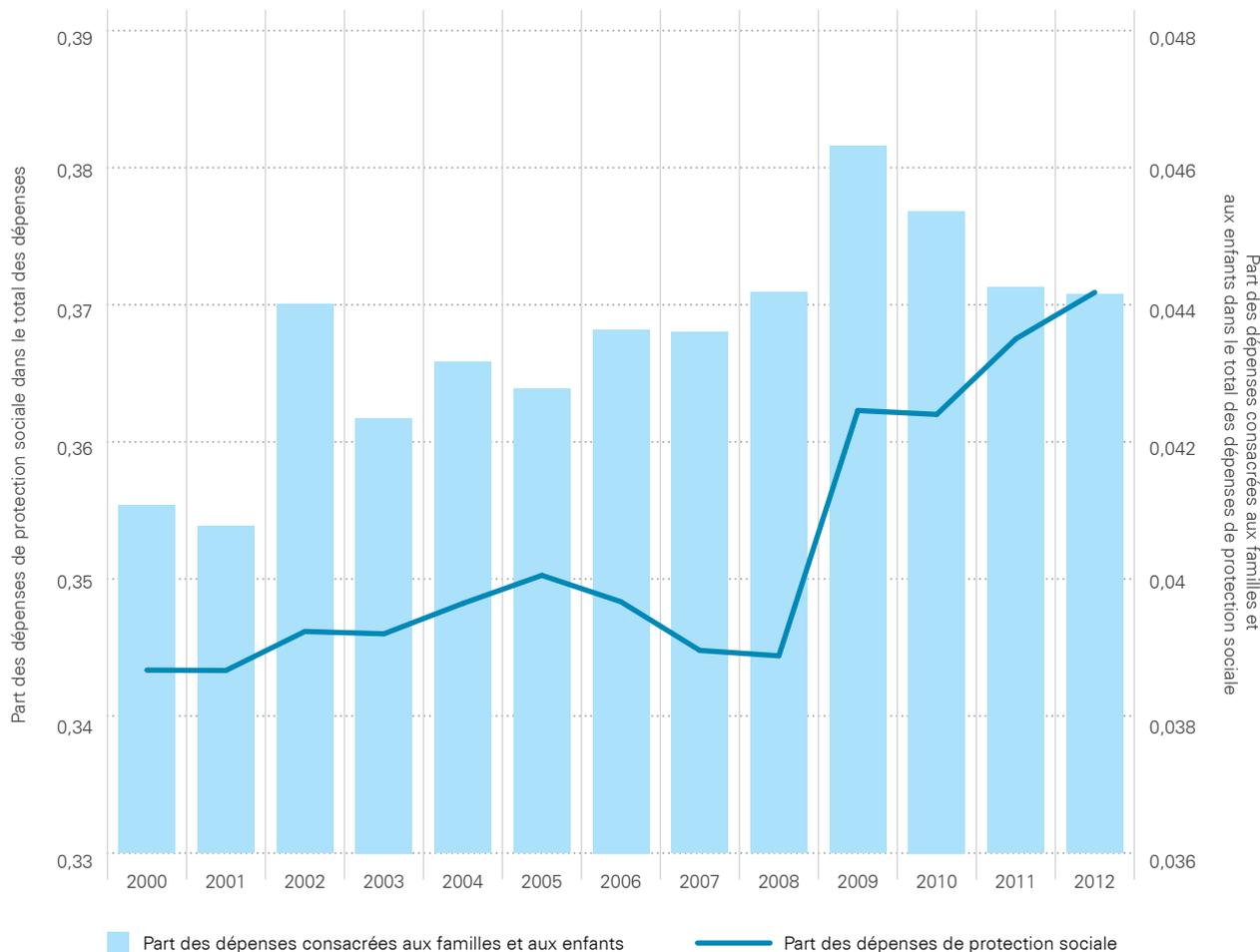
En règle générale cependant, les dépenses sociales ont enregistré un

recul (du moins en termes absolus), en particulier celles destinées aux enfants et aux familles. Bien que la récession ait accru le besoin d'allocations de chômage et de prestations de retraite, faisant grimper les dépenses de protection sociale dans de nombreux pays, la part consacrée aux besoins des enfants et des familles est devenue moins prioritaire. La *figure 18* montre que l'année 2009 a marqué un tournant en la matière, alors que les familles subissaient une pression croissante. Si la part des dépenses sociales globales dans les dépenses publiques (ligne bleue) s'est stabilisée avant de repartir à la hausse, la part des

dépenses consacrées aux familles et aux enfants (barres bleues) a décliné.

Il en va de même en Europe, où les transferts sociaux ont eu un impact inégal sur la pauvreté des enfants (*figure 19*). Au cours de la première phase (tableau de gauche), 19 pays sont parvenus à réduire la pauvreté des enfants (ou à soutenir le revenu des familles avec enfants) par le biais de transferts sociaux, contre seulement 11 au cours de la seconde phase (tableau de droite). Les interventions menées au Danemark, en Finlande et au Royaume-Uni ont été efficaces et constantes pendant la récession.

Figure 18 Part des dépenses de protection sociale dans le total des dépenses (ligne bleue, axe de gauche) et part des dépenses consacrées aux familles et aux enfants dans le total des dépenses de protection sociale (barres bleues, axe de droite)



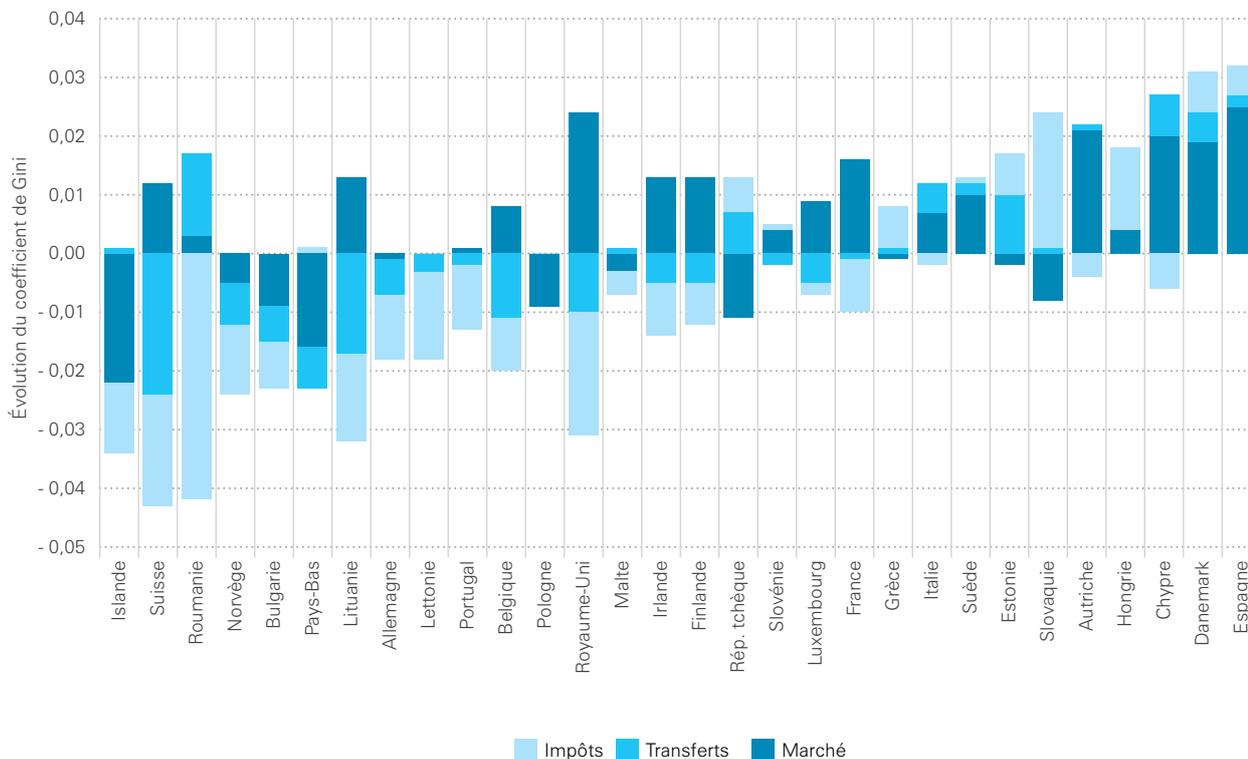
Source : Eurostat.

Pourtant, dans plus d'un tiers des pays européens (notamment en France et en Hongrie), la capacité des gouvernements à réduire la pauvreté des enfants s'est affaiblie, ce qui a contribué à détériorer les conditions de vie des enfants. La conception et la mise en œuvre des programmes sociaux ont donc un impact manifeste.

Bien que la nécessité de coupes budgétaires ait été incontestable dans certains pays (en particulier dans le bassin méditerranéen), le passage d'une phase de relance à une phase de consolidation a accentué les inégalités. C'est ce que révèle la *figure 20*, qui montre l'évolution nette du coefficient de Gini (divisé en différentes

composantes du revenu) pendant la récession. Dans de nombreux pays, le poids de l'ajustement a affecté les tranches de revenu les plus faibles. A contrario, malgré une marge budgétaire réduite pendant la crise, l'Islande a remplacé son impôt à taux unique par un barème fiscal progressif et a utilisé ces revenus supplémentaires pour accroître

Figure 20 Contribution des revenus, de la fiscalité et des transferts sociaux à l'évolution du coefficient de Gini (2008-2012)



Source : EU-SILC.

Remarques : les données concernant la Belgique et l'Irlande correspondent à la période 2008-2011.

Interprétation des données – Figure 20

Le coefficient de Gini est une mesure courante des inégalités, qui est comprise entre 0 (totale égalité) et 1 (totale inégalité). La *figure 20* montre comment différentes sources de revenus (revenus privés des ménages, impôts et transferts sociaux) ont contribué à l'évolution du coefficient de Gini entre 2008 et 2012. Une valeur positive indique qu'une source de revenus spécifique a accru les inégalités pendant la période étudiée. En Espagne, par exemple, l'ensemble des trois sources a contribué à l'augmentation des inégalités.

la protection sociale, ce qui a permis une réduction des inégalités et un recul récent de la pauvreté des enfants entre 2012 et 2013.

Variations autour d'un thème

Les données du *Tableau 1*, qui résume les évolutions significatives récentes des interventions gouvernementales directement liées aux enfants, montre que certains pays de l'OCDE ne faisant pas partie de l'UE ont adopté des politiques plus généreuses et moins restrictives en faveur des enfants :

- » Depuis 2009, le Chili a augmenté les allocations familiales. Ces politiques suivent une approche intégrée comprenant la garde, l'éducation et la santé des enfants, ainsi que des programmes d'intégration professionnelle destinés aux parents (aux mères en particulier). Les transferts monétaires ciblés pour les familles en situation d'extrême pauvreté ont augmenté en 2012 et 2014.
- » En 2010, le Japon a adopté une loi sur les prestations au titre des enfants qui a permis d'accroître le montant et la couverture des prestations pour les enfants de moins de 15 ans dans le cadre d'un plan multisectoriel visant à améliorer les déductions fiscales et à aider les familles (notamment monoparentales).
- » La Turquie œuvre pour l'intégration d'un système de protection sociale fondé sur les droits. En 2012, le pays a notamment mis en place un système d'assurance maladie universelle couvrant des services de santé pour tous les enfants, quels que soient le revenu ou la situation professionnelle de leurs parents.

Encadré 5 La crise a-t-elle commencé avant 2008 pour les enfants ?

Lorsque la Grande Récession a frappé, certains pays étaient mieux préparés que d'autres à protéger les segments les plus vulnérables de leur société.

Force est de reconnaître que « dans la plupart des pays industrialisés, au moins 10 ans avant le début de la Grande Récession, les enfants apparaissaient régulièrement plus exposés au risque de pauvreté que la population dans son ensemble », comme l'indique un document de référence utilisé dans le cadre du présent rapport. « Il existait en outre des différences substantielles entre les ménages avec enfants en matière de risque de pauvreté bien avant [2008] »ⁱ. Un précédent numéro de la série des *Bilans* montre qu'au début de la récession, les niveaux de pauvreté et de dénuement des familles les plus vulnérables (ménages sans emploi, familles monoparentales, ménages migrants et ménages dont les parents sont peu instruits) étaient déjà terriblement élevés dans certains pays de l'OCDE et/ou de l'UEⁱⁱ.

A posteriori, de nombreux pays présentant un niveau élevé de vulnérabilité des enfants auraient été avisés de renforcer leurs dispositifs de protection pendant la période de croissance économique dynamique qui a précédé. Les dépenses sociales des pays de l'OCDE étaient en déclin depuis 1995. Elles ont temporairement augmenté au cours de la première phase de la récession, puis ont repris leur tendance antérieure (voir la *figure 21*). Pour les enfants, la récession a fait suite à une longue période de hausse des disparités et de concentration des revenus (voir la *figure 22*). Certains estiment qu'une telle tendance nuit à l'équité, affaiblit l'engagement en faveur de la cohésion sociale et limite la mobilité socialeⁱⁱⁱ.

ⁱ Chzhen, Y., Child Poverty and Material Deprivation in the European Union during the Great Recession, *document de travail Innocenti n° 2014-06*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014.

ⁱⁱ Centre de recherche de l'UNICEF, Mesurer la pauvreté des enfants : nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays riches, *Bilan Innocenti 10*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2012.

ⁱⁱⁱ Deaton, A., *The Great Escape: Health, Wealth and the Origins of Inequality*, Princeton University Press, Princeton, 2013 ; Wilkinson, R. et Pickett, K., *The Spirit Level: Why equality is Better for Everyone*, édition révisée, Penguin, Londres, 2010 ; Corak, M., Inequality from generation to generation: the United States in Comparison, dans Robert Rycroft (éd.), *The Economics of Inequality, Poverty, and Discrimination in the 21st Century*, ABC-CLIO, Santa Barbara, Californie, 2013.

Tableau 1 Évolutions significatives récentes des prestations familiales (allocations familiales/prestations au titre des enfants/primés de naissance/allocations de garde d'enfant/crédits d'impôt et allègements fiscaux)

Pays	Type de prestations	Année d'introduction	Montant/durée des prestations	Critères d'attribution	Description
Allemagne	Allocations familiales	2010	+		Prestation au titre des enfants et avantage fiscal plus généreux. Allocation pour enfant à charge sous condition de ressources plus généreuse (à partir de 2014).
	Congé parental	2011	-	-	Critères d'attribution plus stricts et taux de remplacement du revenu plus faible.
Australie	Divers	2011–2014	+/-	-	Nouveau congé parental rémunéré. Avantage fiscal plus généreux pour les familles ayant des enfants à charge de 16 à 19 ans scolarisés à plein temps dans le secondaire. Gel temporaire de l'indexation du montant des prestations et des seuils de revenu régissant les avantages fiscaux destinés aux familles. Primes de naissance plus restrictives et moins généreuses.
Autriche	Allocations familiales	2011	-	-	Plus restrictives pour les enfants de plus de 18 ans. Prestation complémentaire moins généreuse pour les familles à faible revenu ayant plusieurs enfants.
Belgique	Prestation au titre des enfants	2013	-	-	Plus restrictive et moins généreuse pour les enfants de plus de 18 ans. Baisse de l'allocation de rentrée scolaire.
Bulgarie	Prestation au titre des enfants	2013–2014	+		Prestations au titre des enfants et indemnités de congé parental plus généreuses.
Canada	Congé parental	2011		+	Le congé de maternité et le congé parental rémunérés ont été élargis aux travailleurs indépendants, sous certaines conditions.
	Crédits d'impôt	2011	+		Deux nouveaux crédits d'impôt non remboursables étroitement ciblés.
Chili	Divers	2010–2013	+	+	Hausse des allocations familiales et de l'allocation de maternité (comprenant le versement d'une nouvelle prime à partir de mars 2014). Programme de transferts monétaires plus généreux pour les familles en situation d'extrême pauvreté.
Chypre	Allocations familiales	2011–2012	+/-	-	Prestation au titre des enfants et bourses d'études plus restrictives et moins généreuses ; nouvelle allocation de parent isolé.
Croatie	Allègement fiscal	2012	+		Les déductions fiscales pour enfant à charge ont augmenté.
Danemark	Allocations familiales	2012	+	+	Le nombre d'enfants n'est plus plafonné. Les allocations pour enfant handicapé ont augmenté.
		2014	+	-	Mise en place d'un plafond de revenus. Nouvelle prestation destinée aux parents suivant une formation professionnelle.
Espagne	Allocations familiales	2010	-	-	La prime de naissance a été supprimée. Réduction du montant de la prestation sous condition de ressources pour les enfants de moins de trois ans.
Estonie	Allocations familiales	2013	+		Prestation au titre des enfants plus généreuse. Nouvelle prestation complémentaire destinée aux familles à faible revenu.
États-Unis	Crédits d'impôt	2010–2012	+		Le crédit d'impôt pour enfant supplémentaire a été prolongé jusqu'en 2017. Il devait prendre fin en 2010, puis en 2012.
	Autre	2009–2013	+		Le montant des prestations du Programme d'aide alimentaire (SNAP) a augmenté jusqu'en 2013.
Finlande	Allocations familiales	2013	-		Gel de l'indexation du montant des prestations au titre des enfants jusqu'en 2015.
	Prestation au titre des enfants	2014	+		Le montant de base des allocations de maternité/allocations de paternité/indemnités de congé parental a augmenté ; allocation de garde à domicile, de garde privée et de garde à temps partiel.
France	Allocations familiales	2014	-/+	-	Réduction de l'allocation de base pour les enfants de moins de trois ans (chez les familles dépassant un certain niveau de revenu) ; critères d'attribution de la prime de naissance plus restrictifs ; augmentation progressive des prestations complémentaires destinées aux familles nombreuses et monoparentales.
	Allègement fiscal	2014	-		Les déductions fiscales au titre des enfants ont diminué. Le plafond du quotient familial a baissé.
Grèce	Allocations familiales	2013	+	+	Mise en place d'une nouvelle indemnité pour enfant unique sous condition de ressources.
Hongrie	Allocations familiales	2011		-	Allocations familiales plus restrictives en ce qui concerne l'âge de l'enfant.
	Allègement fiscal	2011–2014	+	+	Déductions fiscales plus généreuses et moins restrictives pour les familles (parallèlement à la mise en place d'un impôt sur le revenu à taux unique). À partir de 2014, les avantages fiscaux destinés aux familles peuvent être déduits des cotisations de sécurité sociale.
Irlande	Allocations familiales	2010–2013	-	+	Baisses successives du montant des prestations au titre des enfants ; mise en place d'une nouvelle prestation sous condition de ressources pour les familles à faible revenu.
	Crédits d'impôt	2011	-		Les crédits d'impôt destinés aux familles monoparentales ont diminué.
Islande	Allocations familiales	2013	+		Le montant des prestations au titre des enfants a augmenté.
Israël	Allocations familiales	2013	-	-	Baisse des prestations ; mise en place d'un plafond de revenus.
Italie	Allocations familiales	2014		+	Les transferts monétaires destinés aux familles à faible revenu ont été élargis aux migrants (citoyens ou non de l'UE).
	Prestation au titre des enfants	2013		+	Allocation de garde d'enfant destinée aux mères ne bénéficiant pas d'un congé parental.
Japon	Allocations familiales	2010	+	+/-	La prestation au titre des enfants a été élargie aux enfants de moins de 15 ans ; la condition de ressources a été supprimée (mais rétablie en 2012) et le montant des prestations a augmenté. L'allocation parentale d'éducation a été élargie aux pères isolés.
	Allègement fiscal	2011		-	Les allègements fiscaux pour enfant à charge ont été supprimés.

Pays	Type de prestations	Année d'introduction	Montant/durée des prestations	Critères d'attribution	Description
Lettonie	Prestation au titre des enfants	2014	+	+	Plus généreuse et moins restrictive. Précédemment réservée aux personnes non assurées.
	Prestation au titre des enfants	2013		+	Nouvelle allocation de garde d'enfant pour les enfants d'âge préscolaire.
	Congé parental	2010		-	Mise en place d'un plafond de revenus. Restrictions en matière d'emploi (devant être levées fin 2014).
Lituanie	Allocations familiales	2010		-	Critères d'attribution plus restrictifs.
	Allègement fiscal	2014	+		La déduction fiscale au titre du premier enfant a augmenté.
Luxembourg	Congé parental	2013	+		Allongement du congé parental non rémunéré.
Malte	Prestation au titre des enfants	2011	+		Augmentation du montant minimal de la prestation au titre des enfants.
	Allègement fiscal	2011–2012	+		Exonération temporaire d'impôt sur le revenu pour les femmes avec enfants qui reprennent le travail après une interruption de cinq ans. Mise en place d'un nouveau régime fiscal pour les parents.
	Congé parental	2012–2013	+		Le congé de maternité rémunéré a été prolongé de quatre semaines.
	Prestation au titre des enfants	2014		+	Garde d'enfant gratuite pour les parents qui suivent des études ou qui travaillent.
Norvège	Prestation au titre des enfants	2012	+	-	L'allocation parentale d'éducation a été supprimée pour les enfants de deux ans, mais elle est plus généreuse pour les enfants de 13 à 18 mois.
Nouvelle-Zélande	Crédits d'impôt	2012	+	-	Montant plus élevé, mais plafond de revenus plus bas.
Pays-Bas	Allocations familiales	2011–2013	+/-	-	La prestation au titre du deuxième enfant et des suivants a augmenté (elle a diminué en 2012, puis augmenté en 2013). Le plafond de revenus a été abaissé. Réforme prévue pour 2015.
	Prestation au titre des enfants	2012	-	-	Allocation de garde d'enfant réduite et critères d'attribution plus restrictifs.
Pologne	Allocations familiales	2012	+	+	Le montant des prestations et les plafonds de revenus ont augmenté.
		2013		-	Mise en place d'une condition de ressources pour l'attribution de la prime de naissance.
	Allègement fiscal	2013	+	-	Les déductions fiscales ont augmenté pour les familles ayant plus de deux enfants ; mise en place d'une condition de ressources pour les familles ayant un seul enfant.
	Congé parental	2013		+	Mise en place d'un congé parental rémunéré.
Portugal	Prestation au titre des enfants	2011		-	Le plafond de revenus a été abaissé.
	Allègement fiscal	2013	+		Les déductions fiscales au titre des enfants ont augmenté.
République de Corée	Prestation au titre des enfants	2013		+	L'allocation de garde d'enfant a été élargie et n'est plus sous condition de ressources.
	Allègement fiscal	2013		+	Mise en place d'allègements fiscaux destinés aux familles monoparentales.
	Congé parental	2011	+		Indemnité de congé parental plus généreuse (40 % des revenus, dans la limite d'un plafond), le montant minimal étant égal au taux forfaitaire antérieur.
République tchèque	Allocations familiales	2011–2012		-	Les aides sociales ont été supprimées, mais l'allocation d'éducation pour un enfant handicapé a augmenté ; prime de naissance plus restrictive.
Roumanie	Allocations familiales	2011	-	-	Moins généreuses pour les familles ayant un seul enfant. Condition de ressources plus restrictive.
Royaume-Uni	Prestation au titre des enfants	2010	-		Gel de l'indexation du montant des prestations pour une durée de trois ans. La prime de santé pendant la grossesse a été supprimée.
		2013		-	Mise en place d'un plafond de revenus.
	Crédits d'impôt	2009–2012	-	-	Le plafond de revenus a été abaissé. Évolution de l'indexation du montant des prestations. Les exigences en matière d'emploi ont été renforcées pour les couples avec enfants.
	Prestation au titre des enfants	2011	-		Le volet garde d'enfant du crédit d'impôt a diminué.
		2013		+	Les 15 heures de garde d'enfant gratuites par semaine ont été élargies aux enfants de deux ans.
Autre	2013	-		L'allocation pour chambre supplémentaire a été supprimée. Plafonnement des prestations.	
Slovaquie	Congé parental	2011	+		Mise en place d'une indemnité de congé parental unifiée (régulièrement indexée) permettant aux parents de travailler sans perdre leurs prestations. Le congé de maternité a été allongé et le taux de remplacement est passé de 60 à 65 %.
Slovénie	Allocations familiales	2012	-	-	Moins généreuses et plus restrictives (en attendant que la croissance du PIB dépasse 2,5 %).
Suède	Allocations familiales	2010	+		Le montant des prestations a augmenté.
Turquie	Autre	2012		+	Mise en place d'une assurance maladie universelle (soins gratuits pour tous les enfants).

Source : OCDE, Prestations et salaires : informations spécifiques par pays ; OCDE, *Panorama de la société 2014*, tableau 1.2 ; Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité, analyse par le Réseau européen des experts indépendants dans le domaine de l'inclusion sociale ; rapports concernant les programmes nationaux de réforme dans le cadre de la stratégie Europe 2020 ; Comités nationaux de l'UNICEF.

Remarque : le signe moins (-) signifie que les prestations sont moins généreuses, que ce soit en termes de montant (baisses ou modification des règles d'indexation) ou de durée ; que les critères d'attribution sont plus stricts ou qu'un programme a été annulé. Le signe plus (+) signifie le contraire.

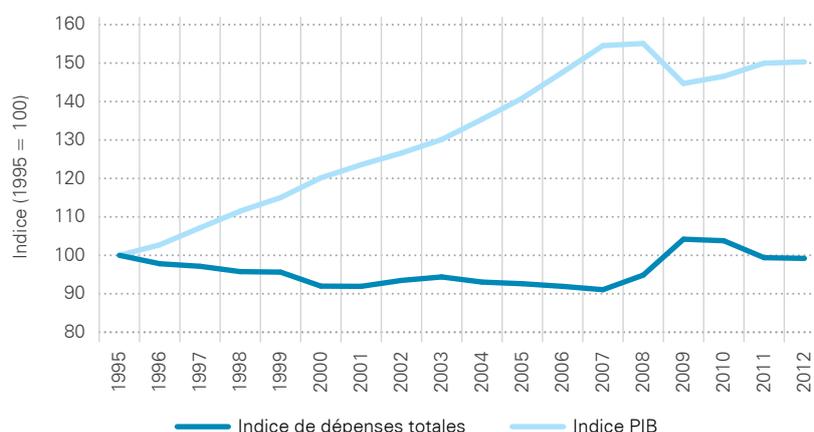
Dans l'Union européenne, une série de réformes récemment mises en œuvre ont eu un impact positif :

- » La Bulgarie a augmenté les prestations au titre des enfants et les indemnités de congé parental en 2013-2014.
- » La Lettonie a assoupli les critères d'attribution des allocations de garde d'enfant en 2014, après avoir réduit le montant des indemnités de congé parental en 2010.
- » La Pologne a mis en place des réformes modestes mais positives en matière de transferts familiaux, d'allègements fiscaux et de congé parental en 2012-2013.
- » Malte a mis en œuvre un plan de garde d'enfant complet et universel en 2014.
- » La Grèce a remplacé un système disparate de prestations au titre des enfants par une prestation unique moins restrictive et plus généreuse en 2013.

Plusieurs pays ont réduit le montant des allocations familiales. En Espagne et en Irlande, la demande de mesures d'ajustement financier a limité les actions et les enfants ont été délaissés au moment même où leurs indicateurs de pauvreté commençaient à monter en flèche. La Roumanie et le Royaume-Uni affichent de meilleurs résultats en matière de pauvreté des enfants, mais les décisions prises ou évitées ces dernières années pourraient changer la donne.

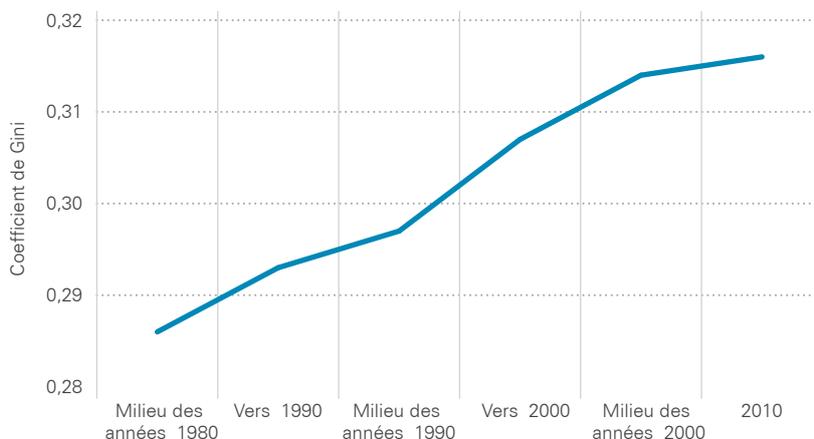
- » En Espagne, les allocations de chômage ont été minorées, les allocations de garde d'enfant ont été réduites et la prime de naissance universelle a été supprimée. La part du budget de protection sociale consacrée aux

Figure 21 PIB et total des dépenses



Source : Eurostat.

Figure 22 Évolution du coefficient de Gini dans 16 pays de l'OCDE depuis le milieu des années 1980



Source : base de données sur la distribution des revenus de l'OCDE.

familles et aux enfants a chuté, passant de 5 à 3,5 % entre 2008 et 2011.

- » L'Irlande a procédé à plusieurs abaissements des prestations au titre des enfants entre 2010 et 2014, tout en réduisant les allocations de chômage et l'aide sociale. La réforme fiscale de 2011 a réduit les déductions pour les parents isolés et les enfants handicapés, mais des initiatives ont été annoncées en 2014 dans le but d'améliorer la couverture sanitaire des enfants de moins

de six ans et de renforcer les programmes de petit déjeuner à l'école.

- » Depuis 2010, le Royaume-Uni a effectué une série de coupes budgétaires qui ont réduit la valeur réelle et la couverture des prestations au titre des enfants et des crédits d'impôt destinés aux familles avec enfants. L'année 2013 a été marquée par le plafonnement du montant total des prestations pouvant être attribuées à un même ménage, qui a essentiellement affecté un

petit nombre de familles nombreuses ayant des dépenses de logement élevées. Dans le même temps, un grand nombre de locataires de logements sociaux ont souffert de la réduction des allocations de logement (communément appelée « taxe sur la chambre à coucher »). Sur une note plus positive, l'offre de garde d'enfant a été élargie pour les moins de deux ans.

- » La Roumanie a réformé son système de soutien aux familles en 2011, remplaçant deux allocations familiales sous condition de ressources par une

prestation unique et adoptant de nouvelles dispositions pour les parents isolés. La nouvelle prestation est cependant moins généreuse pour les familles ayant un seul enfant. Elle est plus généreuse pour les familles ayant trois enfants ou plus et le plafond de revenus a été abaissé.

Synthèse

Des millions d'enfants supplémentaires auraient pu être aidés si les politiques de protection existantes avaient été plus solides et si elles avaient été renforcées pendant la Grande Récession. Celle-ci a exposé 619 000 enfants

supplémentaires à des épreuves et à des risques durables en Italie, 444 000 en France et 2 millions au Mexique²⁴.

Tous les pays ont été confrontés à des choix difficiles, des budgets limités et une détérioration des conditions économiques. Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des défis rencontrés. La demande de mesures d'austérité était forte, tout comme les requêtes d'autres secteurs vulnérables, d'où la nécessité d'établir des compromis. Mais comme nous l'avons vu, certaines politiques et leurs modalités de mise en œuvre ont été plus efficaces que d'autres.

Encadré 6 Les enfants de la récession aux États-Unis

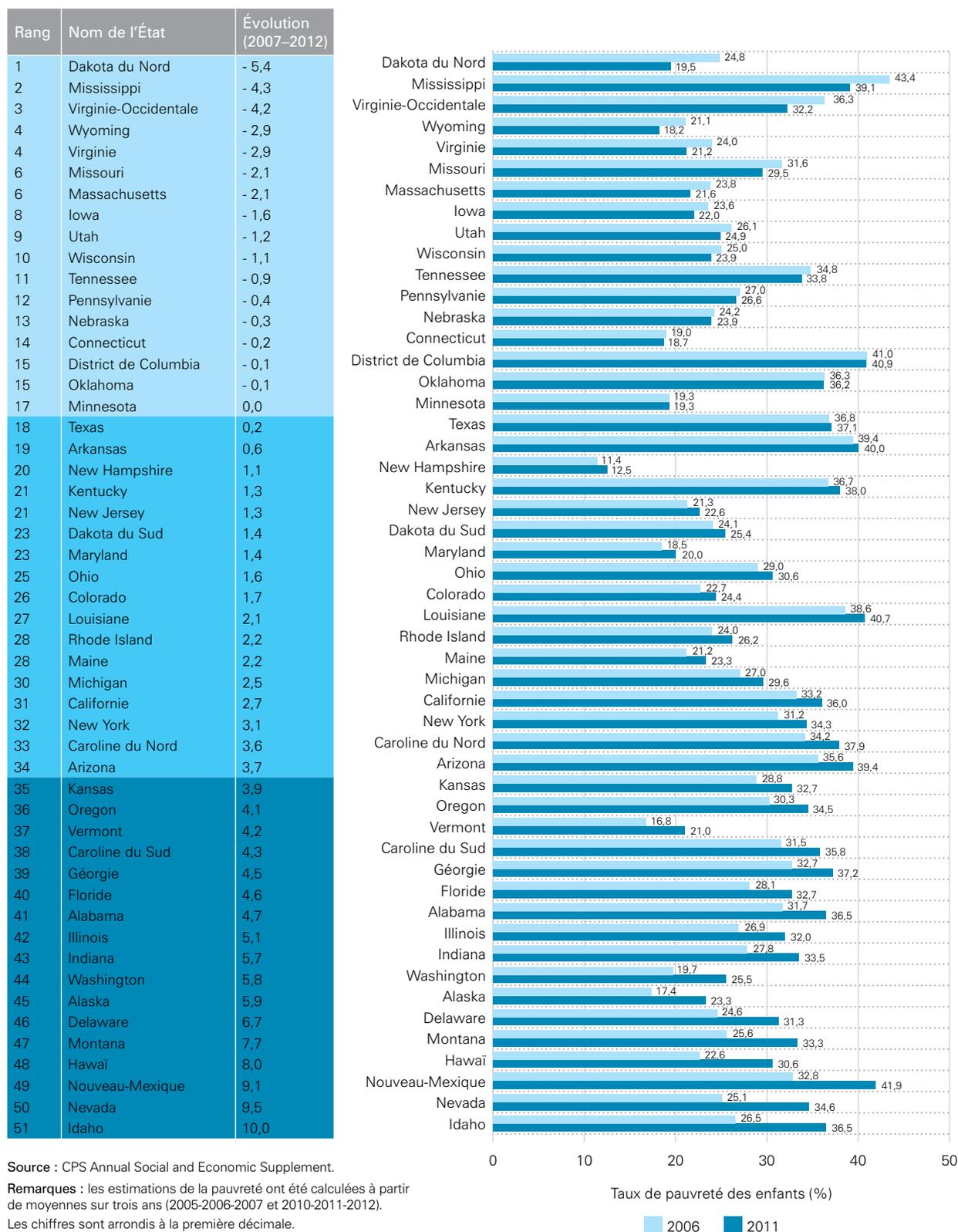
Précédée par une période de faiblesse des taux directeurs au niveau international, la Grande Récession trouve son origine dans la crise des subprimes de 2007 aux États-Unis. Le faible niveau des taux d'intérêt, l'assouplissement des critères de prêt aux États-Unis et la commercialisation agressive de produits hypothécaires à haut risque ont fait flamber les prix de l'immobilier. En 2007, la bulle a éclaté, la valeur des biens a chuté, et les défauts de remboursement de prêts immobiliers et les saisies ont explosé.

L'effondrement du prix des logements et les pertes qui en ont résulté pour de grands groupes financiers détenant des titres en rapport avec le secteur immobilier ont provoqué le ralentissement économique mondial le plus marqué depuis la Seconde Guerre mondiale. En 2009, pour faire face à la hausse du chômage et à la baisse du PIB, le gouvernement américain a adopté une loi de relance et de réinvestissement dotée de 800 milliards de dollars afin de stabiliser l'économie et d'améliorer la protection des groupes vulnérables. Cette loi a permis d'élargir les programmes d'aide alimentaire, d'allonger la durée des allocations de chômage (qui est passée de 26 à 99 semaines), d'améliorer le crédit d'impôt sur les revenus d'activité (EITC) et d'instaurer

un crédit d'impôt pour la rentabilité du travail (un remboursement pouvant aller jusqu'à 400 dollars pour les salariés et 800 dollars pour les contribuables mariés remplissant une déclaration commune). Les mesures de protection sociale du plan de relance ont coûté environ 200 milliards de dollars.

Pauvreté des enfants aux États-Unis, État par État

Entre 2006 et 2011, la pauvreté des enfants a augmenté dans 34 États. Le Nevada, l'Idaho, Hawaï et le Nouveau-Mexique, qui comptent relativement peu d'enfants, ont connu les plus fortes augmentations. Dans le même temps, le Mississippi et le Dakota du Nord ont connu d'importantes diminutions. Dans plusieurs grands États, des hausses plus faibles en pourcentage masquent une augmentation significative du nombre absolu d'enfants ayant sombré dans la pauvreté. C'est le cas de la Californie (221 000), la Floride (183 000), la Géorgie (140 000) et l'Illinois (133 000). Dans l'ensemble des États-Unis, 24,2 millions d'enfants vivaient dans la pauvreté en 2012, ce qui représente une augmentation nette de 1,7 million par rapport à 2008. De fait, sur l'ensemble des enfants devenus pauvres dans les pays de l'OCDE et/ou de l'UE, environ un tiers vivent aux États-Unis.

Tableau de classement 4 Pauvreté des enfants aux États-Unis par État (et dans le district de Columbia)

Encadré 7 Le système américain de sécurité sociale

Aux États-Unis, depuis des décennies, les dispositifs de protection sociale sont plus favorables aux travailleurs pauvres qu'aux pauvres sans emploi. En 1996, la réforme du programme fédéral de protection sociale a vu l'ajout d'un dispositif de développement de la main d'œuvre et la refonte d'un programme clé destiné aux familles les plus pauvres. L'Aide temporaire aux familles nécessiteuses (TANF) a ainsi remplacé l'Aide aux familles avec enfants à charge (AFDC), qui existait depuis 1935. Le TANF a nettement diminué depuis 1996. Avec un budget de 10 milliards de dollars en 2010, au plus fort de la récession, cette aide concernait seulement 2 millions de familles, contre plus de 5 millions en 1994 (avec un budget de 30 milliards de dollars).

Dans le même temps, l'assurance chômage a versé 139 milliards de dollars d'allocations en 2010. La moitié de ces allocations correspondaient à des prestations supplémentaires incluses dans le plan de relance, notamment une augmentation du montant des allocations et un allongement des périodes de couverture.

Pour les familles pauvres avec enfants, le Programme d'aide supplémentaire à la nutrition (SNAP), précédemment connu sous le nom de Programme d'aide alimentaire (FSP), est l'élément le plus important du dispositif de protection. Le plan de relance a apporté 40 milliards de dollars de financements supplémentaires, ce qui a permis d'augmenter les prestations mensuelles. À l'échelle nationale, près d'une personne sur sept a bénéficié de cette aide dont le budget a atteint 70 milliards de dollars en 2011.

Les dispositifs de protection ont-ils correctement fonctionné ?

Le Bureau du recensement des États-Unis (USCB) utilise les données relatives aux revenus pour définir le seuil de pauvreté et comptabiliser ainsi les personnes pauvres. En 2013, par exemple, l'USCB avait évalué le seuil de pauvreté à 18 552 dollarsⁱ pour une famille de trois personnes.

La *figure 23* compare la composition des revenus en 2010 et en 1982, au plus fort de la dernière récession majeure aux États-Unisⁱⁱ. La partie A concerne les familles dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, tandis que la partie B s'intéresse aux familles en situation d'extrême pauvreté, dont le revenu est inférieur à 50 % du seuil de pauvreté. Plusieurs sources de revenus sont comparées : les revenus d'activité, les allocations de chômage, l'aide alimentaire, ainsi que les programmes EITC et TANF/AFDC.

Parmi les familles dont le revenu est inférieur ou égal à 100 % du seuil de pauvreté, la forte diminution des revenus d'activité et du TANF est compensée par une forte augmentation de l'aide alimentaire et de l'EITC en 2010. On observe également une légère augmentation des allocations de chômage. Au sein de ce groupe, la pauvreté des enfants a moins progressé au cours de cette récession qu'en 1982.

Pour les familles dont le revenu est inférieur ou égal à 50 % du seuil de pauvreté (les familles en situation d'extrême pauvreté), la situation est quelque peu différente. La partie B montre toujours une forte diminution des revenus d'activité et du TANF, et une forte augmentation de l'aide alimentaire, mais elle montre également une hausse beaucoup plus faible de l'EITC et une légère baisse des allocations de chômage, contrairement à la situation des autres personnes pauvres.

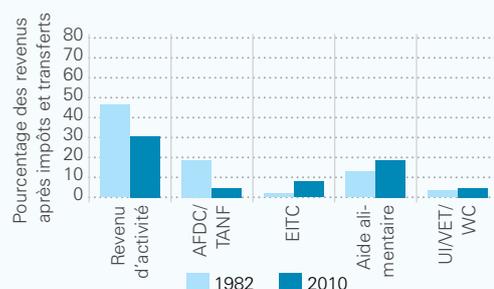
Cela montre en quoi les dispositifs de protection américains ont évolué pour apporter davantage de soutien aux travailleurs pauvres et moins aux personnes sans emploi en situation d'extrême pauvreté. Ainsi, la pauvreté extrême des enfants a également progressé davantage au cours de cette récession que pendant celle de 1982, ce qui prouve que les dispositifs de protection protégeaient plus efficacement les enfants les plus pauvres il y a 30 ans.

ⁱ Source : <https://www.census.gov/hhes/www/poverty/data/threshld/>

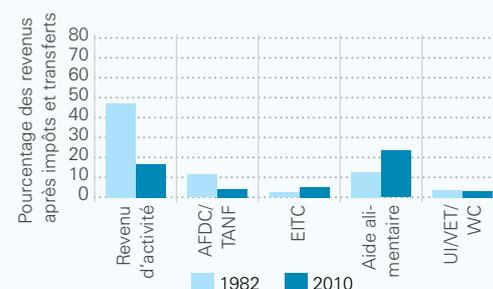
ⁱⁱ *Composition des revenus après impôts et transferts (ATTI).*

Figure 23 Composition des revenus après impôts et transferts, par source - en dessous de 50 % et 100 % du seuil de pauvreté

Partie A : revenu inférieur au seuil de pauvreté



Partie B : revenu inférieur à 50 % du seuil de pauvreté



Source : Bitler, M., Hoynes, H. et Kuka, E., *Child Poverty and the Great Recession*, document de travail Innocenti, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014.

Remarque : UI : Assurance chômage ; VET : Pension vétérans ; WC : Indemnités perçues au titre d'un accident du travail.

SECTION 5

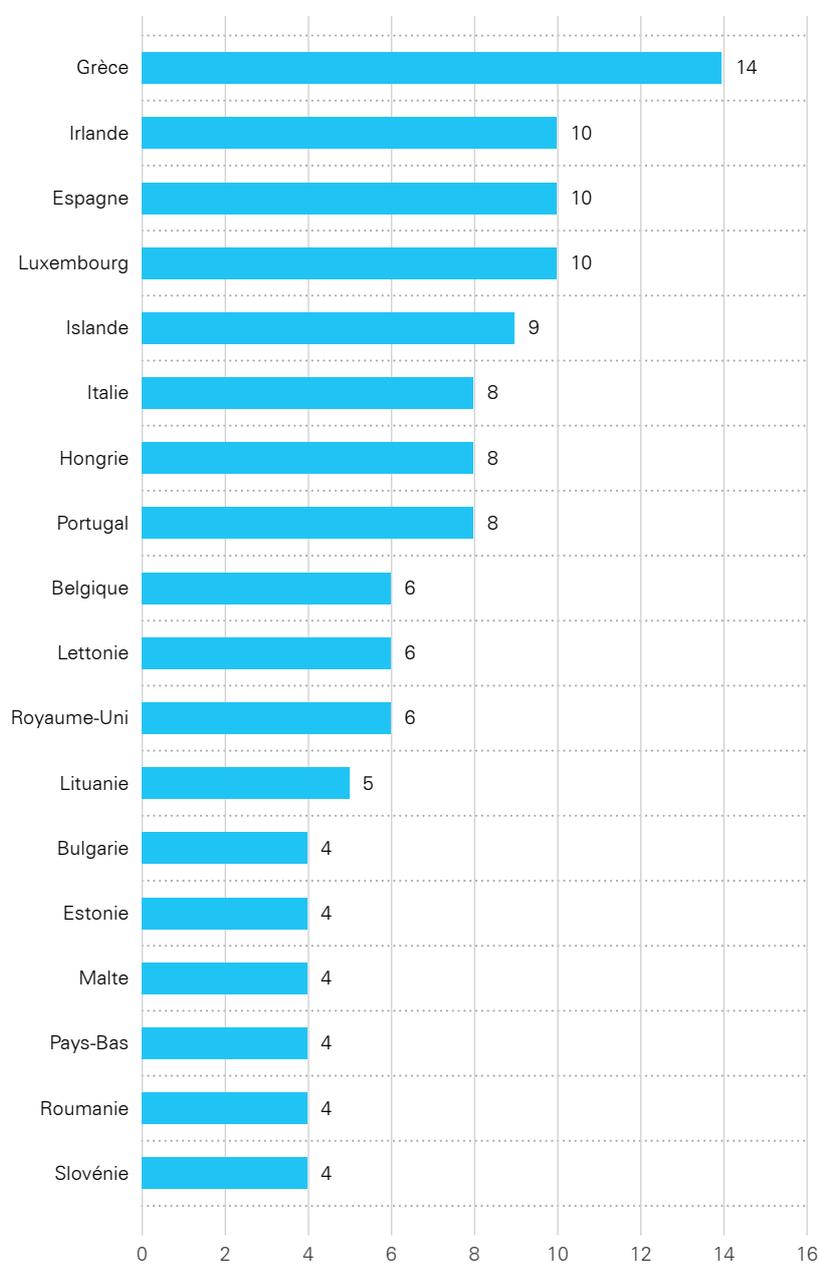
CONCLUSION

L'économiste John Kenneth Galbraith est célèbre pour avoir inventé le terme de « sagesse conventionnelle » décrivant les affirmations générales que la plupart des individus acceptent comme vraies, même lorsqu'elles ne le sont pas. En ce qui concerne la Grande Récession et son impact sur les enfants, la sagesse conventionnelle veut que les souffrances aient été inévitables, équitablement réparties entre les groupes sociaux et soulagées par la reprise macro-économique.

Le présent rapport dresse un tableau plus mitigé. Des millions d'enfants ont été immédiatement et directement touchés par la récession (plus que d'autres groupes vulnérables comme les personnes âgées) et beaucoup en subiront les conséquences toute leur vie. Les effets de la récession n'ont certainement pas été répartis équitablement entre tous les enfants de tous les pays.

La *figure 24* illustre la baisse du revenu des ménages entre 2008 et 2012²⁵. Elle montre que la récession a fait perdre des années de progrès potentiel. En Grèce, les familles avec enfants ont perdu l'équivalent de 14 années de progression des revenus. L'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg ont perdu 10 années ; l'Islande en a perdu neuf, contre huit pour la Hongrie, l'Italie et le Portugal. La situation est sans doute particulièrement critique pour les enfants qui vivent dans les familles aux revenus les plus faibles.

Figure 24 Le grand bond en arrière. Des années de progrès perdues pour les familles avec enfants



Source : Eurostat.

Remarque : estimations fondées sur le revenu médian équivalent des ménages avec enfants dans la monnaie nationale, en prix constants de 2007.

Les coûts les plus importants de cette perte de potentiel sont sans doute le renforcement de l'aliénation sociale et le ralentissement de la croissance démographique. La hausse des taux de fécondité a ralenti pour la première fois en 10 ans. Ce phénomène est au moins en partie lié au fait que les jeunes adultes repoussent la constitution d'une famille en raison des conditions économiques. Les plus touchés sont les pays qui ont été le plus exposés à la récession et les jeunes (de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans). Ces effets amplifient les inégalités dues à la pauvreté persistante et réduisent le potentiel de réussite scolaire et professionnelle. L'absence de riposte audacieuse pourrait avoir des conséquences négatives à long terme pour les sociétés.

Ces risques sont particulièrement manifestes en Europe, où la détresse des enfants reflète la hausse des inégalités entre les États et en leur sein. L'augmentation des inégalités menace les projets de convergence ambitieux de l'Union européenne, notamment la stratégie Europe 2020 visant à « sortir au moins 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale et à porter à 75 % le taux d'emploi »²⁶.

Les mesures prises par les gouvernements ont été très variées. Dans certains pays et dans des contextes très différents, les institutions et programmes publics ont réussi à protéger les enfants. Diverses mesures juridiques et économiques (réformes fiscales, protection des familles contre les expulsions, etc.) ont été prises pour juguler la pauvreté des enfants et protéger leurs droits fondamentaux. Depuis 2008, des interventions publiques efficaces ont sauvé

4 millions d'enfants de la pauvreté dans 18 pays moyennement exposés à la récession.

L'efficacité de ces ripostes pourra être débattue dans les décennies à venir, mais une chose est sûre : les indicateurs économiques ne suffisent pas à résumer la complexité d'une réalité sociale. Six ans après son commencement, la récession continue à peser sur les enfants et les familles. Il faudra peut-être des années pour que de nombreux ménages retrouvent leur niveau de bien-être antérieur. Le chômage et l'austérité budgétaire resteront la norme pour de nombreux pays dans un avenir proche. Les gouvernements et les institutions doivent déterminer comment garantir le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant²⁷.

L'analyse incluse dans le présent rapport incite les gouvernements à intégrer les recommandations et principes suivants afin de renforcer les stratégies de protection des enfants :

» **S'engager explicitement à éradiquer la pauvreté des enfants dans les pays développés.**

À l'heure où l'éradication de la pauvreté des enfants joue un rôle central dans le programme de développement pour l'après-2015, les pays prospères doivent montrer l'exemple en plaçant le bien-être des enfants au cœur de leurs ripostes à la récession, à la fois pour des raisons éthiques et dans leur propre intérêt.

- La lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté des enfants doit être fondée sur les droits de l'enfant, conformément aux principes de la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Il convient d'entreprendre une évaluation exhaustive de l'impact

de la récession sur les enfants. Le bien-être actuel et futur des enfants doit faire l'objet de discussions nationales orientées vers des résultats spécifiques.

- Le principe du progrès pour tous doit être à la base des futures stratégies sociales dans les pays développés. L'équité doit se trouver au centre de tous les plans nationaux destinés aux enfants et aux adolescents, notamment en ce qui concerne l'éducation, le logement, les besoins particuliers et d'autres domaines clés.
- Les États doivent envisager de définir des « lignes rouges » (des indicateurs sur le bien-être et la pauvreté des enfants) qui, si elles sont franchies, déclenchent automatiquement des interventions publiques.
- » **Secourir, prévenir et faire naître l'espoir.** Il faut promouvoir les occasions de briser l'engrenage de la vulnérabilité des enfants. L'élaboration de certaines normes sociales minimales garanties irait dans le bon sens.
- **Secourir** : la pauvreté et le dénuement atteignent des niveaux d'urgence dans une demi-douzaine de pays et sont terriblement élevés dans beaucoup d'autres. Les gouvernements doivent investir pour éliminer la pauvreté extrême :
 - en appliquant les recommandations du rapport de la Commission européenne *Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité*²⁸, qui demande des stratégies intégrées, l'élaboration de politiques universelles et la participation des parties prenantes ;

- en garantissant un équilibre approprié entre des politiques universelles et ciblées visant à aider les enfants les plus défavorisés ; et
 - en renforçant l'impact du système éducatif sur l'égalité des chances et en améliorant la capacité du système de santé à répondre aux besoins des personnes les plus défavorisées.
- **Prévenir** : l'augmentation des investissements dans les politiques et programmes de protection sociale peut réduire la pauvreté, améliorer la résilience sociale des enfants et favoriser le développement économique d'une manière efficace et rentable. Il s'agit notamment de garantir un revenu de base aux familles, d'aider les parents à intégrer les marchés économiques et de protéger les enfants vulnérables contre l'exclusion financière et sociale. Une évaluation d'impact sur les droits de l'enfant est une stratégie utile qui permet de prendre des décisions dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Il faut garantir des mesures préventives en faveur des enfants qui sont exposés à des risques accrus en raison de facteurs multiples (ménages migrants ou familles monoparentales, par exemple) ; et l'accessibilité financière des services d'éducation et de garde des jeunes enfants afin de faciliter la participation des parents au marché du travail et de réduire les inégalités dès le plus jeune âge.

- **Faire naître l'espoir** : tout programme économique visant à favoriser la reprise doit inclure les adolescents et les jeunes adultes. Les gouvernements doivent élaborer des plans spécifiques destinés à réduire le chômage des jeunes et les taux de NEET en facilitant le passage de l'éducation à l'emploi, en limitant le sous-emploi et en renforçant les stratégies d'adaptation professionnelle.
- » **Produire des données plus précises afin d'étayer les débats publics** : il convient d'améliorer la disponibilité, l'opportunité et

l'utilité des informations relatives au bien-être des enfants.

- Tous les pays doivent améliorer la collecte de données afin de mieux évaluer les niveaux de pauvreté, les groupes d'âge, les taux de NEET et d'autres facteurs.
- Les informations nouvelles doivent être publiées rapidement afin de favoriser la prise de décisions rapides.
- Il convient d'améliorer l'accès à l'information pour les établissements de recherche d'intérêt public à but non lucratif.

Dans cinquante ans, nous considérerons cette période comme une étape décisive de l'histoire de nombreux pays prospères. Il est possible que la Grande Récession reste dans les mémoires pour la génération d'enfants vulnérables qu'elle aura laissés derrière elle ou que l'on s'en souviendra comme d'un tournant historique ayant permis aux nations concernées de jeter les bases de sociétés plus inclusives, basées sur l'équité et l'égalité des chances. Comment pourrions-nous rembourser autrement la dette que nous avons envers les enfants de la récession ?

ABRÉVIATIONS INTERNATIONALES

Abréviations internationales (ISO)
relatives aux pays étudiés dans ce *Bilan*

AT	Autriche
AU	Australie
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CA	Canada
CH	Suisse
CL	Chili
CY	Chypre
CZ	République tchèque
DE	Allemagne
DK	Danemark
EE	Estonie
ES	Espagne
FI	Finlande
FR	France
GR	Grèce
HR	Croatie
HU	Hongrie
IE	Irlande
IL	Israël
IS	Islande
IT	Italie
JP	Japon
KR	République de Corée
LT	Lituanie
LU	Luxembourg
LV	Lettonie
MT	Malte
MX	Mexique
NL	Pays-Bas
NO	Norvège
NZ	Nouvelle-Zélande
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SE	Suède
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
TR	Turquie
UK	Royaume-Uni
US	États-Unis

SOURCES DES DONNÉES DES TABLEAUX DE CLASSEMENT

Tableau de classement 1

Les données concernent les enfants âgés de 0 à 17 ans.

La plupart des pays visés publient chaque année des enquêtes sur la situation des ménages (la dernière disponible date de 2012) qui portent généralement sur le niveau de revenu de l'année précédente (2011).

Pour le Canada, le Chili, Israël, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée, la période considérée ne va pas de 2008 à 2012 (voir les sources ci-dessous).

Les données relatives à la Turquie concernent les enfants âgés de 0 à 19 ans.

Les taux de pauvreté (ancrés) des enfants de 2008 et 2012 en Croatie ne sont pas directement comparables. L'estimation pour 2008 est issue d'Eurostat. Le taux de pauvreté ancré des enfants pour 2012 a été calculé à partir des microdonnées de l'EU-SILC 2012, sur la base du seuil de pauvreté issu de l'enquête sur le budget des ménages de 2008, et ajusté à l'inflation.

Sources : les calculs à l'origine du *tableau de classement 1* sont basés sur les dernières estimations d'Eurostat pour 2008 et 2012 (estimations issues des Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie [EU-SILC] ; rupture de la série chronologique pour les données de 2012 relatives à l'Autriche et au Royaume-Uni).

Pour les autres pays :

- » Australie : HILDA 2008 et 2012 (Enquête sur la dynamique des ménages, des revenus et du travail pour l'Australie) ;
- » Canada : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (basée sur l'Étude sur le revenu du Luxembourg) 2008 et 2011 ;
- » Chili : CASEN 2006 et 2011 ;
- » États-Unis : Enquête sur l'état de la population (CPS) 2008 et 2012 ;
- » Israël : Enquête sur les dépenses des ménages (basée sur l'Étude sur le revenu du Luxembourg) 2007 et 2010 ;

- » Japon : enquête exhaustive sur les conditions de vie du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales 2008 et 2012 ;
- » Mexique : Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages (ENIGH) 2006 et 2012 ;
- » Nouvelle-Zélande : Enquête économique sur les ménages 2006/2007 et 2011/2012 (estimations tirées de B. Perry, *Household Incomes in New Zealand: Trends in indicators of inequality and hardship, 1982 to 2013*, ministère néo-zélandais du Développement social, Auckland, 2014) ;
- » République de Corée : Enquête sur les dépenses et les revenus des ménages 2007–2011 et Enquête sur la situation économique des ménages agricoles 2007–2011 ;
- » Turquie : Enquête sur le revenu et les conditions de vie 2008 et 2012.

L'année de référence des revenus est l'année civile ou fiscale antérieure à l'année de l'enquête, sauf pour : le Chili, le Mexique, la République de Corée et le Royaume-Uni, où l'année de référence des revenus correspond à l'année de l'enquête ; l'Australie, où l'année de référence des revenus s'étend du mois de juillet de l'année précédente au mois de juin de l'année de l'enquête ; la Croatie et l'Irlande (HBS 2008), où la période de référence des revenus est une période glissante de 12 mois précédant l'entretien. Les années de référence des revenus pour la Nouvelle-Zélande sont 2006 et 2011. Pour Israël, les revenus sont mensuels et la période de référence correspond aux trois derniers mois précédant l'entretien.

Tableau de classement 2

Les données concernent les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Les estimations trimestrielles et annuelles ne sont pas directement comparables.

Sources : Dernières estimations d'Eurostat pour 2008 et 2013 (estimations issues de l'Enquête européenne sur les forces de travail).

OCDE, *Panorama de la société 2014* :

- » Australie - mars 2007 et mars 2013
- » Canada, États-Unis, Mexique et Nouvelle-Zélande – T1-2007 et T1-2013;
- » Japon – T4-2007 et T4-2012.

OCDE, *Regards sur l'éducation 2013* (2008 et 2011) : Israël et République de Corée.

CASEN 2006 et 2011 : Chili.

Tableau de classement 3

Gallup recueille et publie des informations sur différents indicateurs autodéclarés dans quelque 160 pays. Un échantillon représentatif de 1 000 adultes (de plus de 15 ans) est contacté par téléphone dans les pays développés présentant une couverture téléphonique de 80 %. Les données de Gallup sont de plus en plus utilisées par les agences multilatérales, mais leur fiabilité statistique est remise en cause et il existe peu de données ventilées sur les enfants. Il existe des données Gallup pour la période 2006-2013, accessibles par inscription (payante) à Gallup Analytics. Voir : <http://www.gallup.com/gallupanalytics.aspx>

En l'absence de données pour 2007, des données de 2008 (ou à défaut de 2006) ont été utilisées. En règle générale, des données de 2008 ont été utilisées pour l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg, Malte, la Norvège et le Portugal ; des données de 2006 ont été utilisées pour la Bulgarie, Chypre, la Croatie, la République slovaque, la Slovaquie et la Suisse.

Pour l'indicateur de stress : il n'existe aucune donnée pour la Bulgarie et la Croatie ; des données de 2006 ont été utilisées pour Chypre, la Grèce, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Suisse ; des données de 2007 ont été utilisées pour le Chili et le Mexique. Les données concernant les autres pays datent de 2008 ; en l'absence de données pour 2013, des données de 2012 ont été utilisées pour la Norvège et la Suisse.

n. d. = non disponible.

SOURCES DE DONNÉES - DOCUMENTS D'INFORMATION

Les études originales en vue de ce rapport, ainsi que des informations méthodologiques plus détaillées, sont disponibles dans les documents de travail Innocenti ci-dessous et sur : www.unicef-irc.org

Bitler, M., Hoynes, H. et Kuka, E., *Child Poverty and the Great Recession*, document de travail Innocenti n° 2014-11, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence. <http://www.unicef-irc.org/publications/724>

Chzhen, Y., *Child Poverty and Material Deprivation in the European Union during the Great Recession*, document de travail Innocenti n° 2014-06, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/723>

Chzhen, Y., *Subjective Impact of the Economic Crisis on Households with Children in 17 European Countries*, document de travail Innocenti n° 2014-09, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/725>

Chzhen, Y. et Richardson, D., *Young People (not) in the Labour Market in Rich Countries during the Great Recession*, document de travail Innocenti n° 2014-12, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/726>

Chzhen, Y., Hämäläinen, S. et Vargas, J., *Significant Changes to Family-related Benefits in Rich Countries during the Great Recession*, document de travail Innocenti n° 2014-13, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/727>

Holmqvist, G. et Natali, L., *Exploring the Late Impact of the Financial Crisis using Gallup World Poll Data: A note*, document de travail Innocenti n° 2014-14, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/728>

Kokkevi, A., Stavrou, M., Kanavou, E. et Fotiou, A. *The Repercussions of the Economic Recession in Greece on Adolescents and their Families*, document de travail Innocenti n° 2014-07, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/732>

Martorano, B., *The Australian Household Stimulus Package: Lessons from the recent economic crisis*, document de travail Innocenti n° 2013-09, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2013. <http://www.unicef-irc.org/publications/697>

Martorano, B., *Is it Possible to Adjust 'With a Human Face'? Differences in Fiscal Consolidation Strategies between Hungary and Iceland*, document de travail Innocenti n° 2014-03, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/719>

Martorano, B., « The Consequences of the Recent Economic Crisis and Government Reactions for Children », document de travail Innocenti n° 2014-05, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2014. <http://www.unicef-irc.org/publications/722>

Martorano, B., *Pre-crisis Conditions and Government Policy Responses: Chile and Mexico during the Great Recession*, document de travail Innocenti n° 2014-15, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence. <http://www.unicef-irc.org/publications/729>

Natali, L., Martorano, B., Handa, S., Holmqvist, G. et Chzhen, Y., *Trends in Child Well-being in EU Countries during the Great Recession: A cross-country comparative perspective*, document de travail Innocenti n° 2014-10, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence. <http://www.unicef-irc.org/publications/730>

RÉFÉRENCES

1. Europe des 28 plus l'Islande, la Norvège, la Suisse et la Turquie. Natali *et al.*, *Trends in Child Welfare*, détaille les cas où ces données sont incomplètes.
2. Cette figure concerne tous les ménages, avec ou sans enfants.
3. OCDE, *Panorama de la société 2014 : les indicateurs sociaux de l'OCDE*, publication de l'OCDE, 2014, disponible sur : http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/panorama-de-la-societe-2014_soc_glance-2014-fr;jsessionid=2mkj93i06mott.x-oecd-live-02
4. OCDE, *Panorama de la société 2014*, p. 21.
5. Union européenne, *Social Europe: Many ways, one objective*, rapport annuel du Comité de la protection sociale sur la situation sociale dans l'Union européenne, 2014, p. 127.
6. *ibid.*, p. 78.
7. Pour plus d'informations sur le Programme spécial d'alimentation complémentaire pour les femmes, les nourrissons et les enfants (WIC) du gouvernement américain, veuillez consulter : www.fns.usda.gov/pd/wic-program
8. Département de l'agriculture des États-Unis, *Food and nutrition*, disponible sur : www.usda.gov/wps/portal/usda/usdahome?navid=food-nutrition
9. Banques alimentaires Canada, *Bilan-faim 2013*, disponible sur : www.foodbankscanada.ca/FoodBanks/MediaLibrary/HungerCount/HungerCount2013.pdf
10. CECODHAS Housing Europe, communiqué de presse, 2013, disponible sur : www.housingeurope.eu/resource-144/about-time-to-stop-a-european-wave-of-evictions
11. RealtyTrac, *Foreclosure Report*, 2013, disponible sur : www.realtytrac.com/content/foreclosure-market-report/2013-year-end-us-foreclosure-report-7963
12. Union européenne, *Social Europe: Many ways, one objective*, p. 146.
13. À la fin de l'année 2011, alors que les pires effets de la récession restaient à venir, un rapport européen mettait en garde contre l'impact de la crise sur le nombre considérable d'enfants privés de logement : « La tendance la plus inquiétante est l'augmentation du nombre d'enfants se retrouvant à la rue, qui est manifeste dans certains endroits, que ce soit du fait que leur famille a perdu son logement ou d'une rupture des liens familiaux due à la pression résultant de la crise ». Voir : Commission européenne, Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, *Homelessness during the Crisis*, note de recherche 8/2011, 2011, p. 12. Curieusement, la Grande Récession ne semble pas produire les mêmes effets dans d'autres pays, comme les États-Unis.
14. UNICEF, « Les enfants laissés pour compte : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches », *Bilan Innocenti 9*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2010, p. 29.
15. Caritas Europa, *Europe 2020 Shadow Report*, Caritas Europa, Bruxelles, 2013, pp. 26ff.
16. Brooks-Gunna, J., Schneider, W. et Waldfogel, J., *The Great Recession and the Risk for Child Maltreatment, Child Abuse and Neglect*, vol. 37, n° 10, 2013, p. 721, disponible sur : www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213413002226. Pour plus d'informations sur l'augmentation du risque de maltraitance, voir : Corak, M., *America's Children are the Silent Victims of the Great Recession*, PBS *Newshour*, 8 October 2013, disponible sur : www.pbs.org/newshour/making-sense/americas-children-are-the-sile/
17. OCDE, *Indicateurs de l'éducation à la loupe* 18, OCDE, 2013.
18. UNICEF, *Mesurer la pauvreté des enfants : nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays riches, Innocenti Bilan Innocenti 10*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, 2012.
19. Les ménages migrants sont ceux parmi lesquels au moins un adulte est né en dehors de l'Union européenne.
20. Centre pour les droits économiques et sociaux, *European Rights Chief Warns of Austerity's "Lost Generation"*, 5 juin 2014, disponible sur : <http://cesr.org/article.php?id=1608>
21. OCDE, *Indicateurs de l'éducation à la loupe* 18.
22. OCDE, *Panorama de la société 2014*.
23. Sources identiques à celles du *Tableau de classement 1*, page 44.
24. Ces chiffres ont été calculés sur la base du nombre absolu d'enfants sur lequel repose le *Tableau de classement 1* (voir page 44).
25. Cette figure indique le nombre d'années qu'il faut remonter pour observer un revenu médian des ménages aussi faible qu'en 2012 chez les familles avec enfants.
26. Commission européenne, Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, *The Social Dimension of the Europe 2020 Strategy: A report of the Social Protection Committee*, Commission européenne, 2011, disponible sur : <http://bookshop.europa.eu/en/the-social-dimension-of-the-europe-2020-strategy-pbKEBA11001/>
27. OCDE, *Panorama de la société 2014*, p. 18.
28. Commission européenne, *Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité*, Recommandation de la Commission, 20 février 2013, disponible sur : <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=9762&langId=en>

REMERCIEMENTS

Le projet *Bilan 12* a été coordonné par le Bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti, avec la participation d'un groupe de conseillers et de réviseurs. Le travail de recherche s'est achevé à la fin du mois de 2014.

Le texte intégral et les documents de référence de ce rapport peuvent être téléchargés sur le site internet du Bureau de recherche de l'UNICEF à www.unicef-irc.org.

Recherche et analyse des données

Yekaterina Chzhen Spécialiste de politique sociale et économique (Bureau de recherche de l'UNICEF)

Gonzalo Fanjul Consultant indépendant

Sudhanshu Handa Responsable de la division de politique économique et sociale (Bureau de recherche de l'UNICEF)

Goran Holmqvist Directeur associé (Bureau de recherche de l'UNICEF)

Bruno Martorano Consultant (Bureau de recherche de l'UNICEF)

Luisa Natali Consultante (Bureau de recherche de l'UNICEF)

Conseil consultatif

Peter Adamson Consultant indépendant

Marta Arias Robles Directrice du plaidoyer, Comité espagnol de l'UNICEF

Jonathan Bradshaw Université de York ; Université de Durham

Chris De Neubourg Université de Maastricht ; Université de Tilburg

Liliana Fernandes Université catholique portugaise

Manos Matsaganis Université d'économie et d'affaires d'Athènes

Kenneth Nelson Institut suédois de recherche sociale, Université de Stockholm

Dominic Richardson Organisation de coopération et de développement économiques, Division de politique sociale

Judit Vall Castello Centre de recherche en politique économique et de la santé, Université Pompeu Fabra

Peter Whiteford Université nationale d'Australie

Conseillers UNICEF

Perna Banati Spécialiste principal en planification, Bureau de recherche de l'UNICEF

Aurélié Chun Consultante, Division de la collecte de fonds et des partenariats privés, UNICEF Genève

Martin Evans Spécialiste de politique sociale, Division des données, de la recherche et des politiques, UNICEF New York

Sandrine Flavier Spécialiste de la communication, Division de la collecte de fonds et des partenariats privés, UNICEF Genève

Marie-Claude Martin Directrice, Bureau de recherche de l'UNICEF

Jens Matthes Spécialiste principal des politiques, Division des données, de la recherche et des politiques, UNICEF New York

Alison Rhodes Spécialiste des programmes, Division de la collecte de fonds et partenariats privés, UNICEF Genève

Dale Rutstein Chef de l'Unité de communication, Bureau de recherche de l'UNICEF

Le soutien administratif au Bureau de recherche de l'UNICEF a été fourni par *Cinzia Iusco Bruschi* et *Laura Meucci*.

Précédentes publications dans la série des *Bilans* :

Bilan Innocenti 1

Tableau de classement de la pauvreté des enfants parmi les nations riches

Bilan Innocenti 2

A league table of child deaths by injury in rich nations

Bilan Innocenti 3

A league table of teenage births in rich nations

Bilan Innocenti 4

A league table of educational disadvantage in rich nations

Bilan Innocenti 5

Tableau de classement des décès d'enfants par suite de maltraitance dans les nations riches

Bilan Innocenti 6

La pauvreté des enfants dans les pays riches 2005

Bilan Innocenti 7

La pauvreté des enfants en perspective : vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches

Bilan Innocenti 8

La transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant : tableau de classement des services de garde et d'éducation des jeunes enfants dans les pays économiquement avancés

Bilan Innocenti 9

Les enfants laissés pour compte : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches

Bilan Innocenti 10

Mesurer la pauvreté des enfants : nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays riches

Bilan Innocenti 11

Le bien-être des enfants dans les pays riches : vue d'ensemble comparative

Réalisation graphique : MCC Design, Royaume-Uni (mccdesign.com)

Imprimé par : ABC Tipografia, Sesto Fiorentino, Florence, Italie

Bilan Innocenti 12, 2014

**Les enfants de la récession :
Impact de la crise économique sur le
bien-être des enfants dans les pays riches**

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF
Piazza SS. Annunziata, 12
50122 Florence, Italie
Tél. : +39 055 20 330
Fax : +39 055 2033 220
florence@unicef.org
www.unicef-irc.org

ISSN 1605-7317
© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Octobre 2014

Numéro de vente : F.14.XX.6
Numéro de stock : 722 U

ISBN : 978-88-6522-028-3

